

La réaction gronde dans la France de Mitterrand



J. Guichard/Sygma

Le 12 février un titre sinistre faisait la une de *Libération*: "Torturés par Le Pen". Le journal publiait les témoignages de cinq victimes d'"interrogatoires" conduits à Alger, en 1957, par le lieutenant parachutiste Jean-Marie Le Pen. Ces accusations formelles et irréfutables ne font que confirmer ce qui était déjà bien établi: cet homme est un criminel de guerre. La justice la plus élémentaire exige que ce "boucher d'Alger" soit jugé par un jury composé de ses victimes survivantes!

Mais quand il s'agit de la guerre d'Algérie, il n'y a rien à espérer de la "justice" de l'Etat français. Le Pen a beau jeu de répliquer de façon obscène à ses accusateurs: "Pour mon action dans l'armée française, non seulement je n'ai jamais été poursuivi ni condamné, j'ai été décoré" (déclaration à l'AFP, reproduite par *Libération* du 13 janvier). Mieux encore: la loi du 22 novembre 1962, qui a amnistié tous les crimes commis par les "forces de l'ordre" au cours de cette sale guerre coloniale, interdit en principe à une victime des sévices d'un Le Pen ou d'un Massu de seulement faire le récit de son calvaire: son bourreau peut alors le poursuivre pour "diffamation" sans que le "diffamateur" ait le droit de se défendre. Car ceci se passe dans un pays où le ministre de la justice du gouvernement "socialiste" qui envoyait Le Pen et ses pareils assassiner le peuple algérien,

un certain François Mitterrand, a pu devenir le chef suprême de la "gauche" sans jamais renier sa participation à ce génocide. Mais la classe ouvrière n'oubliera pas ses martyrs; les tortionnaires et leurs chefs impérialistes français devront, le jour venu, répondre de leurs crimes devant le prolétariat victorieux!

Il est évident qu'il y a un lien entre les révélations de *Libération* et le déclenchement par le PS d'une "campagne politique" contre Le Pen et le Front national. Si le parti godillot de Mitterrand se met ainsi en chasse, c'est que le locataire de l'Elysée veut se servir de la montée du Front national pour réaliser son projet de "recentrage" en faisant scissionner l'UDF et en ralliant ceux de ces notables bourgeois qui refuseront de s'allier avec Le Pen. Il va sans dire que ces savantes manœuvres politiciennes, tout comme celles autour du "référendum sur le référendum" l'été dernier, ne feront que renforcer l'hostilité envers le parlementarisme magouillard et impotent, dont Mitterrand est un représentant achevé -- hostilité qui profitera en ce moment surtout à un Le Pen. Il est aussi tout particulièrement obscène que ces mêmes "socialistes" qui traitaient les grévistes de Talbot d'"intégristes musulmans", qui organisent le renforcement de la ségrégation raciale (en particu-

lier avec les infâmes décrets Dufoix qui interdisent de facto le regroupement familial), qui il y a peu déclaraient que Le Pen apporte de "fausses solutions" à de "vrais problèmes", se déguisent soudain en pourfendeurs de l'hydre du racisme et de l'intolérance.

Le PCF a donc raison de souligner l'hypocrisie de cette campagne de la social-démocratie. Mais... d'abord le PCF est aussi le parti du bulldozer de Vitry, le parti qui, dans les municipalités qu'il administre, applique la ségrégation raciale sous le prétexte cynique de lutter contre les "ghettos". Ensuite, il tire de là une justification pour sa politique de l'autruche. La déclaration du bureau politique du PCF du 14 février (*l'Humanité* du 15 février) développe en effet la thèse suivante: étant donné que "c'est l'aggravation de la crise qui rend possible la montée de l'extrême droite", le "moyen décisif" pour la combattre "c'est de s'attaquer résolument aux difficultés sur lesquelles la démagogie de Le Pen prend appui". Plus loin il est précisé que ce "projet mobilisateur pour résoudre efficacement ces grands problèmes" consiste à "rassembler dans l'action pour résister à la crise, pour faire reculer du même coup l'extrême droite" [souligné par nous]. Par conséquent il faut éviter toute mobilisation, toute action concrète contre les exactions et les provocations du Front national, pour ne

pas lui faire de "publicité" ni se laisser distraire de la lutte contre la crise.

Malheureusement le Front national représente un danger réel. Le Pen n'est pas un électoraliste. Son objectif principal c'est de mobiliser les masses de la petite-bourgeoisie et les couches les plus arriérées du prolétariat, conduites à la ruine et au désespoir par la crise, contre les immigrés et la classe ouvrière organisée. Le poujadisme des années 50 défendait de façon étroite, corporatiste, les intérêts de couches particulières de la petite-bourgeoisie (petits commerçants, artisans, etc.) Le Front national, davantage à la manière du parti fasciste mussolinien ou des nationaux-socialistes allemands, cherche au contraire à mobiliser la petite-bourgeoisie enragée sur un programme politique global. Et ce programme est un programme d'action. C'est seulement à cause du très précaire calme social que le gouvernement fait régner grâce au chômage et à la complicité des directions syndicales qu'il se manifeste aujourd'hui surtout sur le terrain électoral. Mais à chaque fois qu'il trouve une occasion d'agir sur le terrain, il l'exploite. L'année dernière il a pris une part active aux mobilisations antigouvernementales et en défense des privilèges de l'école catholique. Et aujourd'hui un de ses chevaux de bataille, c'est la

Suite page 5

Congrès du PCF Gueule de bois front-populiste

Comme il est des débats qui peuvent en cacher d'autres, il y a des oppositions bien pratiques dans le PCF.

Le XXVe congrès s'est achevé, et on ne peut que constater que la direction Marchais s'est servie des Juquin, Rigout et autres pour faire taire ceux qui, dans les rangs, auraient voulu lui demander des comptes. La technique est simple, mais terriblement efficace: Prenez une poignée de "liquidateurs" qui veulent se maintenir à tout prix dans la coalition de guerre froide anti-ouvrière; agitez et réduisez au silence ceux qui dans les cellules pourraient poser la question embarrassante suivante: "En octobre 1980, la direction nous a expliqué que trois fois ça suffisait, qu'en 36, 44 et 72 l'alliance avec les sociaux-démocrates et des forces bourgeoises n'avait fait que démobiliser la classe ouvrière et affaiblir le parti. Alors, pourquoi une quatrième fois?" Cette question n'a pas été posée au congrès. Mais la réponse était très claire:

"Tu vois où ça mène de poser les mauvaises questions: Juquin, Rigout, etc. Alors ferme les yeux et pense au parti."

Au cours des quatre dernières années, au fur et à mesure que Mitterrand et son gouvernement appliquaient leur programme de gestion de la crise capitaliste, c'est-à-dire plus d'austérité antiouvrière, et faisaient rouler de plus en plus fort leurs tambours de guerre froide, bon nombre de militants du PCF rasaient de plus en plus les murs des ateliers et désertaient les cellules. Combien de fois avons-nous entendu la phrase d'amertume défensive: "Ce n'est pas possible... Le parti ne peut pas continuer à avaler des couleuvres... Tu verras, le parti va rectifier la ligne...?"

Et pendant ce temps-là, les ministres du PCF respectaient la solidarité gouvernementale, Marchais déclarait à qui mieux mieux que

Suite page 11

La Journée internationale des femmes est une fête prolétarienne

Les féministes bourgeoises la fêtent peut-être, mais le 8 mars -- la Journée internationale des femmes -- est une fête ouvrière, comme le rappelle cet article adapté du journal de la commission femmes de la Spartacist League/US, *Women and Revolution* n°8, printemps 1975.

Elle a son origine en 1908, lorsque les ouvrières de la confection à New-York défilèrent dans les rues avec les mots d'ordre de "Journée de huit heures", "Non au travail des enfants" et "Droit de vote pour les femmes". En 1911, la Deuxième Internationale fit du 8 mars une fête officielle du mouvement ouvrier.

C'est en Russie, en 1913, où on lui avait fait un grand écho dans le journal bolchévique, la *Pravda*, que la Journée internationale des femmes fut fêtée pour la première fois. Les bolchéviks avaient été prendre la parole dans de nombreux clubs et sociétés qu'ils contrôlaient et qui présentaient une analyse marxiste de l'oppression des femmes ainsi qu'un programme pour leur émancipation.

L'année suivante, les bolchéviks ne se contentèrent pas de faire de l'agitation pour la Journée internationale des femmes dans les pages de la *Pravda* (qui sortait à l'époque sous le nom de *Put Pravdi*), mais firent aussi des préparatifs pour publier un journal spécial traitant de la libération des femmes en Russie et au niveau international. Ce journal s'appelait *Rabotnitsa* [l'ouvrière], et son premier numéro devait sortir pour la Journée internationale des femmes de 1914.

Les préparatifs eurent lieu dans des conditions de répression intense. Quelques temps avant le jour de la parution tant attendue, tout le comité de rédaction de *Rabotnitsa*, à l'exception d'une personne, et d'autres bolchéviks impliqués dans la préparation de la Journée internationale des femmes dans les usines de Saint-Petersbourg, furent arrêtés par la police tsariste. Pourtant, malgré ces arrestations, les bolchéviks continuèrent. Anna Elizarova, soeur



"Sous le drapeau rouge, ensemble avec les hommes, nous sommes la terreur de la bourgeoisie!" -- Affiche russe des années 20. La grève des ouvrières du textile de Petrograd, déclenchée le 8 mars 1917, a donné le signal de la fin de la dynastie des Romanov.

de Lénine, qui fut la seule du comité de rédaction à échapper aux arrestations, sortit à elle seule le premier numéro de *Rabotnitsa*, comme prévu, le 8 mars (ou plutôt le 23 février selon le calendrier grégorien alors en vigueur). Clara Zetkin, une des figures de proue du parti social-démocrate allemand et du mouvement international des ouvrières, écrivit: "Félicitations pour votre décision courageuse d'organiser la Journée des femmes. Félicitations pour ne pas avoir perdu courage et n'avoir pas voulu rester les bras croisés. Nous sommes avec vous de coeur et d'âme. Dans les nombreuses réunions organisées pour la Journée des femmes en Allemagne, en Autriche, en Hongrie et aux Etats-Unis,

on se souviendra de vous et de votre mouvement!" (Cité dans "Proidennyi Put", *Jenchina v revolutsii*, A. Artiukhina).

La Journée internationale des femmes de loin la plus importante fut celle du 8 mars 1917 à Petrograd. Ce jour-là, les ouvrières du textile de la ville déclenchèrent une grève de 90000 personnes. Grève qui donna le signal de la fin de la dynastie des Romanov, qui sévissaient depuis trois siècles, et le début de la Révolution russe. Une semaine plus tard, la *Pravda* faisait ce commentaire: "Le premier jour de la révolution -- c'est-à-dire la Journée des femmes, la journée de l'Internationale ouvrière des femmes. Honneur à l'Internatio-

nale! Les femmes furent les premières à prendre les rues de Petrograd le jour de leur fête."

Au fur et à mesure que la position de la femme soviétique dégénérait sous Staline et ses successeurs, en même temps que tout l'Etat ouvrier soviétique, la Journée internationale des femmes se transforma d'une fête de solidarité prolétarienne en un rituel creux qui, comme la fête des mères en Occident, glorifie le rôle traditionnel de la femme dans la famille.

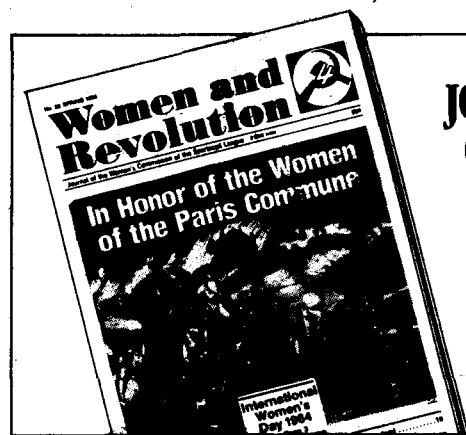
Mais la Journée internationale des femmes n'est la fête ni de la maternité ni de la "sororité". Ne pas le comprendre, c'est passer à côté des aspects les plus importants de son histoire et de ses objectifs qui étaient de renforcer les rangs du prolétariat révolutionnaire. Contrairement aux mencheviks d'avant-guerre qui voulaient faire une concession aux féministes de leur époque en en limitant la célébration aux femmes seulement, les bolchéviks insistaient que cela devait être la fête des ouvrières et des ouvriers en lutte ensemble. Comme Nadejda Kroupskaïa l'écrivait dans l'article de première page du premier numéro de *Rabotnitsa*: "Ce qui unit les ouvrières aux ouvriers est plus fort que ce qui les sépare. Ils sont unis par la même absence de droits, les mêmes besoins, la même condition qui est la lutte et leur but commun [...]. La solidarité entre les ouvriers et les ouvrières, une activité commune, un but commun et un chemin commun vers ce but -- voilà la solution de la question femmes chez les ouvriers."

Aujourd'hui, c'est la tendance spartaciste internationale qui défend le programme bolchévique pour l'émancipation totale des femmes. Nous sommes fiers de faire connaître la véritable histoire de la Journée internationale des femmes, partie intégrante de notre héritage révolutionnaire, et nous la fêterons dans des meetings publics où nous présenterons l'analyse marxiste de l'oppression des femmes et un programme et une stratégie pour y mettre fin.

Au fur et à mesure que grandira notre influence dans la classe ouvrière, nous espérons célébrer les futures Journées internationales des femmes, non seulement en faisant de la propagande, mais aussi en étant à l'initiative de toute une série d'activités qui sont traditionnellement associées à cette fête prolétarienne -- des grèves générales, des insurrections!

● En avant vers une section femmes d'une Quatrième Internationale reforgée!

● Libération des femmes par la révolution prolétarienne internationale!



JOURNAL DE LA COMMISSION FEMMES DE LA SPARTACIST LEAGUE/US.

15 F pour 4 numéros

Commande : Le Bolchévik
B.P. 135-10 - 75463 Paris cédex 10

COURS de la Ligue trotskyste

Ces cours sur le programme de la LTF visent à engager un débat politique et à rechercher sans concessions la clarification programmatique sur les questions de stratégie révolutionnaire qui sont à l'ordre du jour. Ils s'adressent donc à tous ceux qui cherchent aujourd'hui une issue révolutionnaire aux questions cruciales posées au mouvement ouvrier.

Université de Nanterre
16h
Cafétéria du bât. C

MERCREDI 20 MARS

Proche-Orient: **Marxisme contre nationalisme**

MERCREDI 27 MARS

Il faut un parti d'avant-garde basé sur le programme de Lénine et de Trotsky

Pour tous renseignements, téléphoner: 208 01 49

MEETINGS

Vive la Journée internationale des femmes!

Paris

Mercredi 6 mars - 13h
Université de Nanterre
Bâtiment C

Les femmes et la révolution permanente

Rouen

Judi 7 mars - 19h30
Pavillon Delavigne
Mt St Aignan

Pour tous renseignements : tel. 208 01 49/Paris - (35) 71 20 86/Rouen

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, Section de la tendance spartaciste internationale, pour reforger la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: Josiane Alder, William Cazenave (rédacteur en chef), Marc Delvaux, Suzanne Girard, Henri Riemann, Jean Thimbault.
REALISATION: Hamid Sami
DIFFUSION: Jean Thimbault
DIRECTEUR DE PUBLICATION: William Saffores-Mondotte.

Pour toute correspondance:

● Paris: Le Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris cédex 10
Téléphone: 208-01-49
● Rouen: M. Benoît, B.P. 817, 76009 Rouen cédex
Téléphone: (35) 71-20-86

Imprimerie: I.C.T., 51 rue Olivier Métra, 75020 Paris.

Commission paritaire: n°59267

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Collaboration RAF - Action directe

Mitterrand voit la main de Moscou

La mort de René Audran, abattu le 25 janvier par Action directe, liée à la RAF (Fraction armée rouge) ouest-allemande, a non seulement été l'occasion d'un rapprochement pour un "front uni" franco-allemand "contre le terrorisme", mais ce fut en France un chœur unanime: c'est la main de Moscou!

René Audran a été puni par là où il avait péché. Ce "citoyen audessus de tout soupçon" n'était qu'un marchand de mort. Derrière le titre obscur d'ingénieur général et directeur des affaires internationales au ministère de la défense, se cachait un très officiel trafiquant d'armes. C'est en partie grâce à lui que la France, en 1984, a vendu pour 50 milliards de francs d'armes. Ainsi, la France impérialiste alimente-t-elle, entre autres, la boucherie de la guerre Iran-Irak.

A côté du terrorisme d'Etat, tel que le représentait René Audran, le terrorisme de "gauche" est bien artisanal. En dernière analyse, les agissements d'Action directe et des groupes similaires viennent de leur impatience petite-bourgeoise, de leur isolement, de leur frustration et d'une haine mal comprise de l'Etat bourgeois. Nous avons systématiquement défendu les victimes de la terreur d'Etat bourgeoise, comme la Fraction armée rouge ou des membres des Brigades rouges italiennes, qui, dans leur désespoir petit-bourgeois, s'attaquent à des individus qui sont des représentants de l'oppression impérialiste, mais c'est de l'aberration petite-bourgeoise que de croire que l'on peut affaiblir

Ulrike Meinhof de la RAF, qui était prête à affronter de terribles conditions d'emprisonnement, et ce, même jusqu'à la mort, pour ses idées, aussi aberrantes et substitutionnistes qu'elles fussent.

En 1976-77, les prédécesseurs d'Action directe, à l'époque plutôt un résidu des NAPAP, exécutent Jean-Antoine Traroni, le vigile assassin de Pierre Overney, militant maoïste abattu de sang-froid devant les grilles de Renault-Billancourt en 1972. Sinon, pendant une longue période, Action directe commet une succession d'attentats à la bombe contre des cibles bizarres, comme le ministère du travail, le ministère de la coopération, l'école militaire, le siège du CNPF.

En 1982, Action directe opère un tournant et revendique une série d'attentats antisémites répugnants et bien évidemment indéfendables, et se solidarise avec l'attentat monstrueux de la rue des Rosiers. En août 1982, nous écrivions: "Sous prétexte d'antisionisme! Action directe mène une campagne de terrorisme qui prend pour cible des quincailleries et les magasins juifs, singeant ainsi la 'Nuit de Cristal' des nazis de 1938. Nous dénonçons violemment ces actions et l'utilisation de termes qui appartiennent au mouvement ouvrier -- c'est-à-dire l'antisionisme -- pour perpétrer des actes qui ne peuvent être que des actes racistes et antisémites et qui ont un résonnant profond dans ce pays" ("Défense des Palestiniens -- Ecrasez le génocide sioniste: Israël, paras, Marines, Bersa-

portugaises ont revendiqué un attentat manqué contre trois navires de l'OTAN, tout le monde en conclut que c'est Moscou qui manipule un soi-disant complot international dont le but serait de "déstabiliser" les "démocraties" européennes.

Après s'être posé la question de qui est derrière la RAF, le Monde conclut très vite qu'Action directe est alignée sur les thèses de l'Union soviétique: "Action directe a ceci de particulier que, pour la première fois, le groupe dissous s'aligne -- y compris dans son vocabulaire qui fait référence par exemple à 'la défense avancée' face aux pays socialistes, au 'pilier européen' fondé sur 'l'axe Paris-Bonn' et à 'la standardisation et à l'interopérabilité' des armements -- sur les critiques que, publiquement et officiellement, l'Union soviétique adresse régulièrement à la politique militaire de la France [...]. Cet alignement est si total que l'explication donnée par Action directe va jusqu'à reprendre certaines des erreurs ou interprétations de mauvaise foi traditionnellement contenues dans les accusations lancées par Moscou" (le Monde, 2 février). Constatons les manoeuvres conjointes, constatons la dépendance technique et l'étroite liaison entre les forces françaises et celles du commandement intégré de l'OTAN, ce n'est pas "s'aligner sur les thèses soviétiques", c'est appeler les choses par leur nom. Il faut être aveuglé par un anticommunisme primaire pour croire que les bureaucrates du Kremlin puissent soutenir les attentats dirigés contre l'OTAN. Leur politique a toujours été de chercher une utopique "coexistence pacifique" avec l'impérialisme, et ils sont avant tout préoccupés par la recherche d'un compromis avec l'impérialisme et la mobilisation des masses sur une ligne de pacifisme petit-bourgeois.

C'est pourtant cette thèse profondément anticommuniste que reprennent les pseudo-trotskyistes de la LCR, tout en développant de façon abstraite les arguments marxistes traditionnels contre le terrorisme petit-bourgeois. La déclaration du GIM (l'organisation soeur de la LCR en Allemagne de l'Ouest) et de la LCR, l'article de Christian Picquet dans Rouge montrent que ces renégats s'alignent une nouvelle fois sur leur propre bourgeoisie. Picquet se défend bien mal quand il affirme que la LCR ne saurait se joindre à l'Union sacrée: "Ce terrorisme permet toutes les manipulations politiques, toutes les provocations, voire toutes les manoeuvres de réseaux internationaux plus ou moins dépendants de certains Etats" (Rouge n° 1147, 15-21 février). Et la LCR est mal placée pour râler contre l'appareil répressif de son camarade Mitterrand, quand on sait qu'elle n'hésite pas à inviter les flics soi-disant "démocratiques" de la FASP à participer aux manifestations contre le racisme, comme celle de mai 1983.

S'attaquer à des installations ou des personnalités de l'OTAN n'empêchera pas la course à la guerre antisoviétique. En plus, des actions comme l'attentat à la bombe contre un centre culturel et administratif de l'armée américaine à Bruxelles, revendiqué par les CCC le 15 janvier, visant à tuer de sang-froid de simples soldats d'une armée impérialiste qui, autant qu'on sache, n'oppriment en aucune manière la population de la Belgique impérialiste, sont tout simplement criminelles et indéfendables. La seule façon d'en finir avec l'OTAN et de préserver les acquis d'Octobre, c'est d'étendre la révolution dans le monde entier.

L'EUROPE DES POLICES EN MARCHÉ

La rencontre au sommet des polices de l'Europe annonce une accentuation

de la répression à l'égard non seulement des organisations d'extrême gauche, mais aussi de l'ensemble du mouvement ouvrier. La France de Mitterrand n'est pas encore allée aussi loin dans le délire "antiterroriste" que Reagan, qui appelle "terroristes" tous les mouvements du tiers-monde, des sandinistes jusqu'à l'ANC. Mais la presse française reprend avec le plus grand sérieux n'importe quel racontar antisoviétique -- que ce soient le soi-disant complot bulgare pour tuer le pape ou d'autres intrigues balkaniques concernant les Roumains ou les Bulgares.

En France, c'est l'extradition des militants basques de l'ETA par Mitterrand qui a été la première d'une série de mesures de plus en plus répressives (expulsions de réfugiés tamouls, etc.) Et les actions anti-Action directe aboutissent maintenant à des arrestations pour délit d'opinion pur et simple. Bien qu'elle ait été remise en liberté, Paula Jacques, journaliste à France-Inter, a été incarcérée à Fleury-Mérogis simplement sur la base qu'elle avait pour ami Claude Halfen, membre présumé d'Action directe.

L'exemple de l'Italie est là pour montrer quelle "dynamique" peut être enclenchée. La lutte contre les Brigades rouges y a amené un renforcement considérable de l'appareil policier et une répression politique de grande ampleur. On compte des milliers de prisonniers politiques, beaucoup pour simple délit d'opinion, et dont un grand nombre attendent des années pour être jugés; dans les tribunaux la délation pour obtenir une remise de peine est une pratique systématique et officielle. Les partis de gauche italiens, et au tout premier chef le PCI, portent une lourde responsabilité pour cette gangrène qui ronge les droits démocratiques. Ils ont utilisé le prétexte de la "lutte antiterroriste" pour prouver leur servilité dans la défense de l'ordre bourgeois, approuvant avec empressement toutes les mesures et lois scélérates et antidémocratiques et allant même jusqu'à organiser eux-mêmes la délation.

Maintenant "Benito" Craxi, l'aspirant bonaparte italien du moment, réclame à cor et à cri l'extradition des militants d'extrême gauche réfugiés en France pour échapper aux griffes de sa "justice". Le mouvement ouvrier de ce pays, ainsi que tous ceux pour qui le mot de "droit démocratique" a encore un sens, doivent empêcher cette abomination. Non aux extraditions de militants italiens! A bas l'Europe des polices!

Quelles que soient les cibles choisies aujourd'hui par les terroristes, qui ne sont au fond que des libéraux armés, le système capitaliste ne s'en trouvera pas pour autant endommagé. Le seul moyen d'en finir avec le capitalisme, la guerre, l'oppression, c'est de construire un parti d'avant-garde qui conduira le prolétariat au pouvoir. ■



L'ingénieur général Audran, abattu par Action directe le 25 janvier, était un marchand de mort: c'était un des principaux responsables des ventes d'armes françaises.

à un degré quelconque les fondations du système capitaliste en éliminant des représentants de la classe bourgeoise. C'est pour cette raison que les marxistes ont toujours rejeté la conception du terrorisme individuel: elle ne peut jamais amener à un Etat ouvrier révolutionnaire basé sur la démocratie des soviets, ce qui est notre but.

QU'EST-CE QU'ACTION DIRECTE?

Action directe, si l'on en croit la presse, n'est qu'un conglomérat de survivants du milieu maoïste, en particulier les Noyaux armés pour l'autonomie populaire (NAPAP). Eux-mêmes étaient issus des restes de la Gauche prolétarienne et des Groupes armés internationalistes (GARI) -- qui s'étaient illustrés par des attentats criminels et indéfendables contre le train Paris-Madrid, un car de pèlerins à Lourdes et le Parc des princes -- et de l'autonomie. Action directe ne s'était jamais montrée de la même étoffe qu'une

glieri hors du Liban", tract de la LTF, 24 août 1982, repris dans le Bolchévik n°35).

LA "MAIN ALLEMANDE DE MOSCOU"

Mais avec le meurtre de René Audran, revendiqué par ce groupe et la RAF (qui ont annoncé officiellement leur fusion le 15 janvier), Action directe est devenue aux yeux de la presse bourgeoise un groupe du même acabit que la RAF ou les Brigades rouges. A la limite de l'antibochisme primaire, le Monde et l'ensemble de la presse bourgeoise se sont évertués à démontrer que l'ampleur nouvelle du terrorisme en France n'est due qu'"aux renforts étrangers". Mais la thèse centrale reprise unanimement, tant par les sociaux-démocrates que par la droite est: Moscou est derrière tout ça!

Parce que les CCC (Cellules communistes combattantes) belges s'en sont prises à un oléoduc de l'OTAN, qu'Action directe a choisi pour cible un valet de l'OTAN, que les FP-25

LE BOLCHEVIK

Abonnez-vous!

30 F pour 10 numéros (incluant Spartacist)
Hors Europe: 40 F (av. Jn: 60 F)
Etranger: mandat poste international

NOM _____

TEL _____

ADRESSE _____

Le Bolchévik : B.P. 135-10
75463 Paris cedex 10

Les Russes gagnent en Afghanistan

Depuis le 27 décembre 1979, jour où l'Armée rouge est entrée en Afghanistan, la bourgeoisie veut voir dans cette intervention contre les féodaux soutenus par la CIA "le Vietnam de l'URSS". Les impérialistes espéraient bien que l'URSS s'engageait dans une guerre sans fin et perdue d'avance et qu'elle allait absorber une grande partie de ses ressources militaires. Et ils espéraient que cette guerre allait ouvrir l'Asie centrale soviétique, anciennement musulmane, à la contre-révolution islamique et à la restauration capitaliste. Mais cinq ans après, il est clair que l'Armée rouge a mis en déroute les moudjahids réactionnaires. De plus, les soldats ouzbeks ou originaires des autres régions d'Asie centrale qui constituent une bonne partie des troupes soviétiques, loin d'être attirés par le Coran et le *tchadri* (le voile), se voient comme les libérateurs des masses afghanes opprimées. Même les soi-disant "déserteurs" de l'Armée rouge retournent volontairement chez eux.

Le cinquième anniversaire de l'intervention soviétique n'a donc pas donné aux impérialistes beaucoup matière à pavoiser. Pour compenser, l'Armée rouge a été accusée dans d'innombrables articles, émissions de télévision et reportages sur les "droits de l'homme", de tous les crimes que la machine de guerre américaine a rendus célèbres au Vietnam, du "carpet bombing" (bombardement en tapis) aux "free fire zones" (zones de tir à volonté). A noter que cette fois, ils sont restés discrets sur les "pluies jaunes", cette calomnie de la CIA, dont on sait maintenant qu'il s'agissait de chiures d'abeilles! Reagan a profité de l'occasion pour faire doubler l'aide militaire américaine "secrète" aux réactionnaires islamiques, portée à 280 millions de dollars, par an -- et ce n'est que le haut de l'iceberg.

Reagan, Mitterrand et Cie se contrefichent de "l'indépendance" de 17 millions d'Afghans. La question primordiale pour eux, c'est la Russie rouge. Et ils ne s'en cachent pas. En basant, entre autres, sa campagne électorale de 1981 contre "l'expansionnisme soviétique en Afghanistan" et sur le soutien à Solidarnosc, Mitterrand s'est fait en Europe le chantre de la seconde guerre froide impulsée en 1979 par Carter. Les impérialistes n'ont jamais accepté la perte qu'ils ont subie en 1917, quand la Révolution bolchévique leur a arraché un sixième du globe et a jeté les fondations d'une économie planifiée basée sur la propriété collectivisée. C'est cela qu'ils veulent récupérer. Et malgré sa dégénérescence bureaucratique sous Staline, l'Etat ouvrier soviétique incarne toujours des acquis sociaux et économiques énormes pour le prolétariat international. Défense de l'URSS contre la course à la guerre impérialiste! C'est avec le mot d'ordre "Salut à l'Armée rouge!" que nous avons réagi à l'intervention soviétique en Afghanistan. Nous écrivions alors: "Pour des socialistes révolutionnaires, il n'y a rien de compliqué, rien d'ambigu en ce qui concerne la guerre en Afghanistan. L'armée soviétique et ses alliés nationalistes de gauche combattent un mélange anticommuniste, antidémocratique de propriétaires terriens, d'usuriers, de chefs de tribu et de mollahs, partisans de l'analphabétisme des masses. Et dire que le soutien de l'impérialisme à cette racaille sociale se fait au grand jour serait un euphémisme grossier [...]. La réponse tripartite de tout militant de gauche devrait être une pleine solidarité avec l'Armée rouge soviétique" ("La question russe à brûle-pourpoint", *Spartacist* édition française n°17, hiver 1980-81).

LES RUSSES GAGNENT!

Cinq ans après, contrairement aux attentes des impérialistes, les Soviétiques ne se sont pas enfoncés dans le "bourbier afghan" et malgré



tout le baratin sur les pertes soviétiques, la vérité est lumineuse: les forces conjuguées de l'URSS et du Parti démocratique du peuple d'Afghanistan (PDPA) ont remporté la guerre civile. Dans un article du *New York Times* (26 décembre 1983), "l'expert" militaire Drew Middleton rapporte que c'est l'armée afghane reconstituée, laquelle a connu auparavant énormément de désertions, qui aujourd'hui assure l'essentiel des combats contre les rebelles armés par les impérialistes, et qu'il n'y a pas plus que l'équivalent d'une division soviétique engagée dans les opérations sur le terrain. Les Soviétiques contrôlent tous les centres de population et ont réussi à verrouiller le corridor de Wakahn, dans le nord du pays, par où la Chine envoie des armes aux rebelles. L'Armée rouge n'a en moyenne, estime-t-on, qu'environ mille morts par an, en grande majorité victimes de maladies et non de combats. Les récits publiés par la presse occidentale et qui décrivent une population opprimée haïssant comme un seul homme l'"envahisseur russe" sont contredits par des faits comme l'efficace réseau de renseignements que le gouvernement de Kaboul a réussi à construire. Un journaliste français ayant voyagé avec les rebelles se lamente de ce que "dans certaines régions du Nord, aussitôt que nous étions installés pour la nuit dans un petit village, il était bombardé ou soumis à des tirs de roquettes. Ils paraissaient savoir où nous étions" (*Newsweek*, 3 décembre 1984). Et le *Chicago Tribune* du 16 novembre 1984 cite un responsable rebelle: "La guerre était jusqu'à maintenant dans une impasse, mais nous commençons à perdre la population [...]. Si ça continue, il se pourrait que nous perdions la guerre parce qu'il n'y aura aucun endroit où le moudjahid pourra se cacher." Même les experts de l'OTAN deviennent sceptiques quant aux histoires en provenance de Peshawar concernant les victoires des rebelles et les atrocités soviétiques (comme lâcher des tapis de bombes sur les récoltes). Voici la bonne méthode pour calculer les pertes qu'inflige aux Soviétiques un chef de tribu afghan rebelle: laisser de côté 95% de ce qu'il raconte et diviser le reste par cent fois le nombre de ses femmes. Vous aurez là une estimation à peu près correcte. *Le Monde*, dans un article très révélateur du 28 décembre dernier, explique que les "renseignements" livrés à la presse viennent d'une part de la résistance de Peshawar, "souvent sujette à caution" (cet euphémisme journalistique signifiant qu'il ne faut pas en croire un mot), et d'autre part de mystérieuses "sources diplomatiques occidentales". Chaque mardi, les journalistes basés à Islamabad et New-Delhi sont convoqués dans "deux ambassades occidentales, dont il suffira de dire qu'on y parle la même langue. [...] c'est chaque mardi les mêmes fonction-

naires-diplomates qui officient [...]. Quand c'est à leur avantage, les partis de Peshawar confirment le tout, et en rajoutent. De toutes façons, les intérêts politico-stratégiques des 'sources occidentales' coïncident pour le moment avec les leurs. Et avant d'être lâchées à la presse, toutes les 'révélations' diplomatiques ont évidemment été filtrées par les services de renseignements" (*Ibid.*) Le message est clair: c'est la CIA qui manipule les informations.

Malgré le million de dollars en matériel que fournissent journallement les impérialistes aux rebelles, ces derniers ont à peine égratigné la cuirasse soviétique. Au lieu de cela, quand ils ne sont pas occupés à se faire sauter mutuellement la cervelle, les quelque dix groupes de guérillas se livrent à des attaques terroristes indiscriminées contre les civils qui fréquentent les hôtels, les bars, les cinémas et les aéroports, ainsi que contre les écoles qui violent le droit à l'"autodétermination" des guérilleros en apprenant à lire aux petites filles! Ces soi-disant "combattants de la liberté" ont détruit 1800 écoles ces cinq dernières années, et ils ont tué des centaines d'institu-

teurs au nom du "monde libre" de Mitterrand et de Reagan.

L'intervention soviétique est en train de tirer l'Afghanistan dans le XXe siècle. Des écoles et des usines sont construites. Plus d'un million d'Afghans ont appris à lire et à écrire. Des milliers de jeunes ont la possibilité d'étudier dans les universités soviétiques. Des gisements de cuivre et d'uranium ont été découverts et commencent à être exploités. Un indice clé du progrès social, c'est la condition des femmes: elles sont en train d'être libérées du *tchadri*, de recevoir une éducation et d'être intégrées dans la population active. L'été dernier, un journaliste de *India Today* a rencontré dans un village voisin de Kaboul cinq jeunes filles d'une quinzaine d'années armées de fusils et appartenant à une "brigade civile pour la défense de la révolution": "Elles parlaient avec ferveur et passion de leur révolution et de ce qu'elle signifiait pour les jeunes femmes en Afghanistan: 'une éducation, être libérées du voile, être libérées des féodaux qui veulent nous maintenir dans l'oppression', expliquait Khalida. 'Nous ne voulons pas devenir la quatrième femme d'un homme de soixante ans, exister uniquement pour ses exigences et son plaisir'" (*India Today*, 31 juillet 1984).

ETENDEZ LES ACQUIS DE LA REVOLUTION D'OCTOBRE A L'AFGHANISTAN!

Pourtant, dans le même temps, le gouvernement de Babrak Karmal a cherché à se concilier l'opposition en favorisant certains des aspects les plus réactionnaires de la société afghane. Il a en particulier renforcé les liens du gouvernement avec les éléments du clergé islamique qui n'ont pas pris les armes contre le régime; non seulement les dîmes et propriétés des mollahs sont exemptées d'impôts et leurs terres protégées contre les réquisitions ou les redistributions, mais encore les mollahs eux-mêmes sont entretenus aux frais de l'Etat. L'instruction obligatoire a été remplacée par un "programme facultatif d'alphabétisation pour les femmes", et Karmal a critiqué

Suite page 10

Abouchar, un journaliste bien gênant

Pour Mitterrand, le sergent-major de Reagan dans l'actuelle guerre antisoviétique, l'affaire Abouchar tombait à pic. La presse aux ordres, le stylo sur la couture du pantalon, exécuta une belle campagne antisoviétique (Cf. *Le Bolchévique* n°50, novembre 1984). En opportunistes bien dressés, le ban et l'arrière-ban de la "gauche" se sont joints au concert. La direction du PCF décida de "suspendre immédiatement toute relation" avec le PC afghan. Les roquets de la LCR aboyèrent à la "décision scélérate, acte inqualifiable qui bafoue le droit le plus élémentaire à l'information" (*Rouge* n°1132, 26 octobre 1984). Enfin, Lutte ouvrière gronda que "la condamnation [d'Abouchar] est aussi odieuse que démesurée" (*Lutte Ouvrière* n°856, 27 octobre 1984).

Mais finalement la campagne a fait flop. Jacques Abouchar, même s'il est un anticommuniste, s'est avéré d'une honnêteté gênante pour les apologistes de la réaction islamique. A son retour en France, il déclarait au *Nouvel Observateur* du 2 novembre dernier: "La passion anticommuniste et antisoviétique que j'ai rencontrée ici à mon retour m'a un peu choqué. Personne ne s'intéresse à l'Afghanistan. On s'est aussi mobilisé dans cette affaire parce que Moscou était dans la ligne de mire [...]. Ca



La campagne antisoviétique a finalement fait flop

fait quand même réfléchir celui qui veut surtout essayer de raconter ce qu'il a vu et entendu." Et de commenter: "L'invasion de l'Afghanistan, c'est inacceptable. Mais, entre les communistes afghans ou les ayatollahs, mieux vaut sans doute les premiers." Au lieu d'accepter d'être la grande vedette du show antisoviétique, Jacques Abouchar joua les emmerdeurs en rapportant la simple

Suite page 10

Nanterre: campagne antifasciste de la LTF

Depuis janvier le groupe étudiant parisien de la LTF a entamé une campagne de propagande et construit un meeting à Nanterre sur la question de comment lutter contre le fascisme. En effet, si depuis 1981 les provocations se multiplient sur les facs (agressions d'étudiants maghrébins, de militants d'extrême gauche), sur Nanterre c'est un danger permanent, ils sont là: ils agressent un militant JCR, et, prenant prétexte de la prochaine "nationalisation" de la cafétéria du bâtiment de lettres, viennent diffuser juste à côté en hurlant à "l'étatisation". Là comme ailleurs, la méthode est simple: la racaille de l'UNI vient tâter le terrain sur des lieux traditionnellement occupés par les organisations ouvrières. Si comme dans le cas de la cafétéria ils ne trouvent aucune riposte, ils continuent.

Quelques semaines plus tard, le 6 février, avait lieu notre meeting, dont l'axe était donné dans le tract d'appel: "[...] pour virer définitivement cette racaille il n'y a pas de substitut à une lutte constante pour des mobilisations de masse de front unique, s'appuyant sur la puissance de la classe ouvrière organisée." Les participants au meeting représentaient une gamme d'opinions de gauche assez diverses, cinq militants ou sympathisants de Lutte ouvrière (LO) (qui n'ont pas ouvert la bouche pour défendre leur ligne que de lutter contre les fascistes est leur donner trop de "publicité"), un "marxiste-léniniste", un membre du comité Amérique centrale, et d'autres étudiants de Nanterre, permettant ainsi un vrai débat sur les questions poli-



Affiche de l'UNI à Tolbiac en novembre 80: l'antisoviétisme gonfle les voiles de la réaction.

tiques.

Le souci du camarade du comité Amérique centrale a été exprimé dans sa proposition que, sans tenir compte de leurs divergences, tous les groupes et individus présents devaient préparer une riposte immédiate contre l'UNI. Bien, mais comme lui a répondu un camarade: si on masque les divergences, réunir sans débat tous ceux qui d'une manière ou d'une autre sont "contre" le fascisme, toutes les actions "immédiates" peuvent échouer, rendant les fascistes mêmes plus arrogants et agressifs.

Si nos alliés potentiels ont des illusions dans la police, estiment efficace de "débatte" avec les fascistes ou s'ils comptent sur Mitterrand, personne ne se mettra d'accord dans l'abstrait sur une action et l'initiative se résoudra en fin de compte à créer un "comité" impotent, justement ce que ce militant voulait éviter!

Un front unique se base sur une action précise, qui peut rassembler dans le concret le plus de gens possible. Par exemple, il y a quatre ans à Tolbiac quand une vingtaine de fascistes armés de matraques

ont attaqué un meeting de l'UEC sur l'Afghanistan et blessé plusieurs étudiants, la LTF a immédiatement sorti un tract qui disait: "[...] Ce meeting doit avoir lieu! [...] Si nous, trotskystes, avons aujourd'hui le quart des forces militantes du PCF, nous aurions mobilisé un service d'ordre composé de militants décidés (y compris nos ouvriers) pour protéger le droit d'expression de notre organisation et des autres organisations ouvrières y compris dans les universités, et la vue de nos militants bien organisés aurait été définitivement l'envie à cette racaille fasciste d'y traîner ses guêtres! [...] Les étudiants se sont mobilisés pour protester contre cette attaque fasciste mais il faut que cette mobilisation, au lieu de se perdre en supplications stupides devant la préfecture, soit utilisée pour imposer le meeting de l'UEC sur l'Afghanistan à Tolbiac, et pour en organiser la défense avec toutes les autres organisations ouvrières."

Et depuis 1981, Mitterrand a bien gonflé les voiles des fascistes avec sa campagne antisoviétique. C'est sur ce thème que le militant "marxiste-léniniste" a commencé à intervenir en disant que la campagne antisoviétique n'était qu'une manœuvre du gouvernement. Il admit que la campagne antisoviétique du gouvernement avait donné de l'assurance aux fascistes, rappelant la présence sur les murs de la fac des affiches de l'UNI contre le Nicaragua (comme en 1980 les affiches de l'UNI étaient sur l'Afghanistan et la Pologne, par ailleurs). Mais il finit par conclure qu'il fallait organiser une "contre-

Suite page 9

La réaction...

Suite de la page 1

défense de la "Nouvelle-Calédonie française"; ainsi le 1er février, à Nantes, des nervis du Front national armés de barres de fer et de lacrymogènes ont attaqué un meeting de soutien au peuple kanak (*Rouge* n°1146, 8-14 février). Sans parler des agressions toujours plus nombreuses contre des vendeurs de la presse ouvrière.

Donc même si Le Pen ne semble pas en mesure -- pour le moment -- d'arriver d'une manière ou d'une autre au pouvoir, ses bandes armées font de lui un auxiliaire précieux pour un patronat revanchard qui rêve de briser les reins du mouvement ouvrier. Et la force de cette avant-garde de la réaction pourrait bien être décuplée dans l'ombre portée d'un "Etat fort" aux mains d'un Chirac ou d'un Barre.

Comment en est-on arrivé là après quatre ans de gouvernement "socialiste"? Ce front populaire (une alliance qui a enchaîné la base ouvrière du PCF et du PS aux radicaux de gauche et surtout à la clique de politiciens bourgeois qui contrôle le PS, les Mitterrand et autres Delors) a pavé la voie à la réaction. C'est là la triste réalité, n'en déplaise aux opportunistes de l'"extrême gauche" qui avaient salué avec enthousiasme la soi-disant "victoire du 10 mai". Il l'a fait en gérant (mal) la crise du capitalisme français de la seule manière dont un tel gouvernement bourgeois puisse le faire, c'est-à-dire sur le dos des travailleurs et de la petite-bourgeoisie, mais soi-disant au nom de ces mêmes travailleurs, dressant ainsi une partie importante de la petite-bourgeoisie contre la classe ouvrière. Et ce front populaire d'austérité est aussi un front populaire de guerre froide. Mitterrand a disputé à Thatcher et à Kohl le titre de meilleur allié de Reagan en Europe; l'extrême droite s'est retrouvée aux côtés des sociaux-démocrates du PS, de la CFDT et de FO et de leurs chiens savants de l'"extrême gauche" pour soutenir Solidarnosc, le syndicat-maison des impérialistes et du Vatican, quand la bureaucratie stalinienne polonaise, le 13 décembre

1981, a mis en échec sa tentative contre-révolutionnaire de prise du pouvoir qui aurait été le premier pas vers la restauration du capitalisme dans ce pays. Les campagnes d'hystérie antisoviétique sur la Pologne et l'Afghanistan ont puissamment contribué à gonfler les voiles de la réaction. Mais aujourd'hui, comme les beaux esprits du PS en font chaque jour la triste expérience, une grande partie de la bourgeoisie française est assez arriérée politiquement pour mettre dans le même sac (rouge!) le "communisme international" et tous ceux qui se réclament, même assez vaguement, du prolétariat ou même du progrès social.

Cependant la classe ouvrière peut encore renverser la vapeur! Mais à condition de rompre résolument avec ce régime condamné, incapable, irrémédiablement *banqueroutier*. A condition de lutter pour le pouvoir pour son propre compte, de lutter pour un *gouvernement ouvrier* qui exproprie la bourgeoisie et instaure une *économie planifiée*, seul moyen réaliste d'en finir avec la crise et son cortège de drames et de misère. A condition de s'opposer résolument à la course à la guerre antisoviétique des pays impérialistes (dont la France) qui veulent rétablir en URSS l'exploitation capitaliste que la révolution d'Octobre a abolie, c'est-à-dire à condition de se prononcer fermement pour la *défense des acquis d'Octobre*, pour la *défense militaire inconditionnelle de l'URSS*. Et aussi à condition de ne pas attendre tranquillement que la crise recule pour que Le Pen recule "du même coup". Car, n'en déplaise aux réformistes du PCF, la crise ne se dissipera pas simplement si la classe ouvrière entre en lutte mais au contraire *s'aggravera* dans un premier temps, précisément parce que cette crise capitaliste ne peut pas être surmontée de façon progressive dans le cadre du capitalisme. Il faut dès aujourd'hui des mobilisations ouvrières de masse, basées sur les syndicats et les organisations ouvrières, pour mettre en échec les provocations de Le Pen et de ses nervis, comme à chaque fois que le président du Front national vient quelque part prêcher la haine raciale et la destruction des organisations ouvrières. Cela refroidira certainement l'enthousiasme de ses émules.

Il faut aussi protéger les piquets de grève et les meetings des organisations de gauche contre les nervis d'extrême droite. D'où la nécessité d'organiser des détachements ouvriers d'autodéfense, embryons des futures milices ouvrières. Ces formes supérieures d'organisation de la classe ouvrière exigent pour leur émergence vivante un parti léniniste d'avant-garde regroupant sur un programme ferme les organisateurs conscients sortis des rangs ouvriers.

LA MANIFESTATION DU 11 DÉCEMBRE 1981 A ROUEN: UNE ACTION ANTIFASCISTE EFFICACE

Des actions de front unique sont aujourd'hui nécessaires et possibles. A preuve la manifestation qui, le 11 décembre 1981, a réuni plus de 400 personnes à Rouen, à l'initiative de la LTF, pour arrêter les fascistes qui s'étaient livrés à une série de provocations. Nous écrivions à l'époque: "[...] Ce fut une véritable manifestation ouvrière de front unique dans une agglomération qui est un des centres industriels et maritimes du pays (avec en particulier l'usine Renault-Cléon).

"Avant le départ de la manifestation, le bruit se répandit que le café 'Le Métropole', lieu de rencontre privilégié des fascistes avait été, pour la première fois de mémoire de militant, exceptionnellement fermé en prévision de la manifestation qui devait passer devant [...].

"Cette manifestation, à l'initiative de la LTF, était appelée par trois organisations démocratiques, deux organisations de défense des immigrés, cinq organisations politiques ouvrières, et plusieurs sections syndicales (dont les unions syndicales de la CFDT-Santé, CFDT-PTT, SGEN-CFDT) et de nombreux syndicalistes et militants de gauche, dont des militants du PCF, des enseignants et des ouvriers des raffineries Shell et de Renault-Cléon [...]."

Comme l'a dit le porte-parole de la LTF au rassemblement qui termina la manifestation place de la gare, là où les fascistes prétendaient interdire les militants de gauche: "Je suis ouvrier à Cléon et aussi membre de la LTF. Avec mon organisation, je travaille depuis plusieurs semaines à mobiliser les ouvriers de Cléon. Nous sommes

venus à 20 aujourd'hui. Parce que je crois que si les ouvriers de Cléon, de la chimie, les dockers du port se mobilisent, les nazillons n'auront qu'à se terrer dans leur trou comme des rats" ("Action ouvrière pour arrêter les fascistes!", le *Bolchévick* n° 30, décembre 1981). Si la LTF, avec ses forces limitées, a pu organiser une telle action en 1981, peut-on croire que les organisations de masse de la classe ouvrière ne pourraient pas le faire en 1985, à une échelle autrement plus puissante?

Malheureusement les manifestations de protestation contre les meetings de Le Pen qui ont eu lieu récemment dans un certain nombre de villes à l'initiative d'organisations de gauche et d'extrême gauche et avec le soutien de notables de gauche ont été soit des actions minoritaires isolées, sans grande chance de représenter une menace sérieuse pour l'extrême droite beaucoup plus nombreuse qu'il y a quelques années et toujours protégée par les flics, soit "au mieux" des manifestations parfois considérables mais libérales et donc impuissantes qui visaient à protester contre les "mauvaises idées" de Le Pen.

La manifestation du 11 décembre 1981 n'était évidemment qu'une action limitée, en un temps où les vents de la guerre froide soufflaient moins fort qu'aujourd'hui (avant la Pologne...) Elle n'en reste pas moins un modèle d'action de front unique, pour unir la classe ouvrière, et derrière elle tous ceux qui veulent vraiment lutter pour les droits démocratiques, sur des mots d'ordre d'action concrets, sans exclusive politique. Aujourd'hui que la crise, le chômage et le racisme divisent cruellement le prolétariat, il faut plus que jamais unifier la classe ouvrière, et l'unité d'action contre la montée du Front national peut et doit y contribuer puissamment.

On ne plaisante pas avec l'extrême droite. Dans sa brochure "Quand le fascisme nous devançait -- souvenirs et leçons de dix ans -- 1930-1940" (1955), Daniel Guérin écrivait: "J'entends encore la regrettable Suzanne Buisson, de la Fédération socialiste de la Seine, s'écrier: 'Mes petits amis, à force de crier au péril fasciste, vous allez le faire naître! Elle devait mourir quelques années plus tard aux mains des bourreaux nazis.'" ■

DE LA BASTILLE A LA

Nous reproduisons ci-dessous une transcription revue et corrigée d'un exposé fait par Joseph Seymour, membre du comité central de la Spartacist League, section américaine de la tendance spartaciste internationale. Cet exposé présenté à New-York, Chicago et San Francisco au printemps 1984 s'inscrivait dans le cadre de conférences de formation de la SYL, l'organisation de jeunesse des trotskystes américains.

Il nous est apparu intéressant de le publier pour deux raisons: d'une part, certains de nos lecteurs ont exprimé le souhait de voir dans le Bolchévik des articles de fond; d'autre part, nous avons eu dans les dernières années à rappeler quelques vérités premières sur les mérites des acquis démocratiques issus des révolutions bourgeoises contre les apologistes de la "révolution islamique" en Iran, des rebelles afghans ou de l'Eglise catholique en Pologne. Cet article inaugure une série de traductions de différents articles théoriques ou historiques parus dans notre presse internationale.

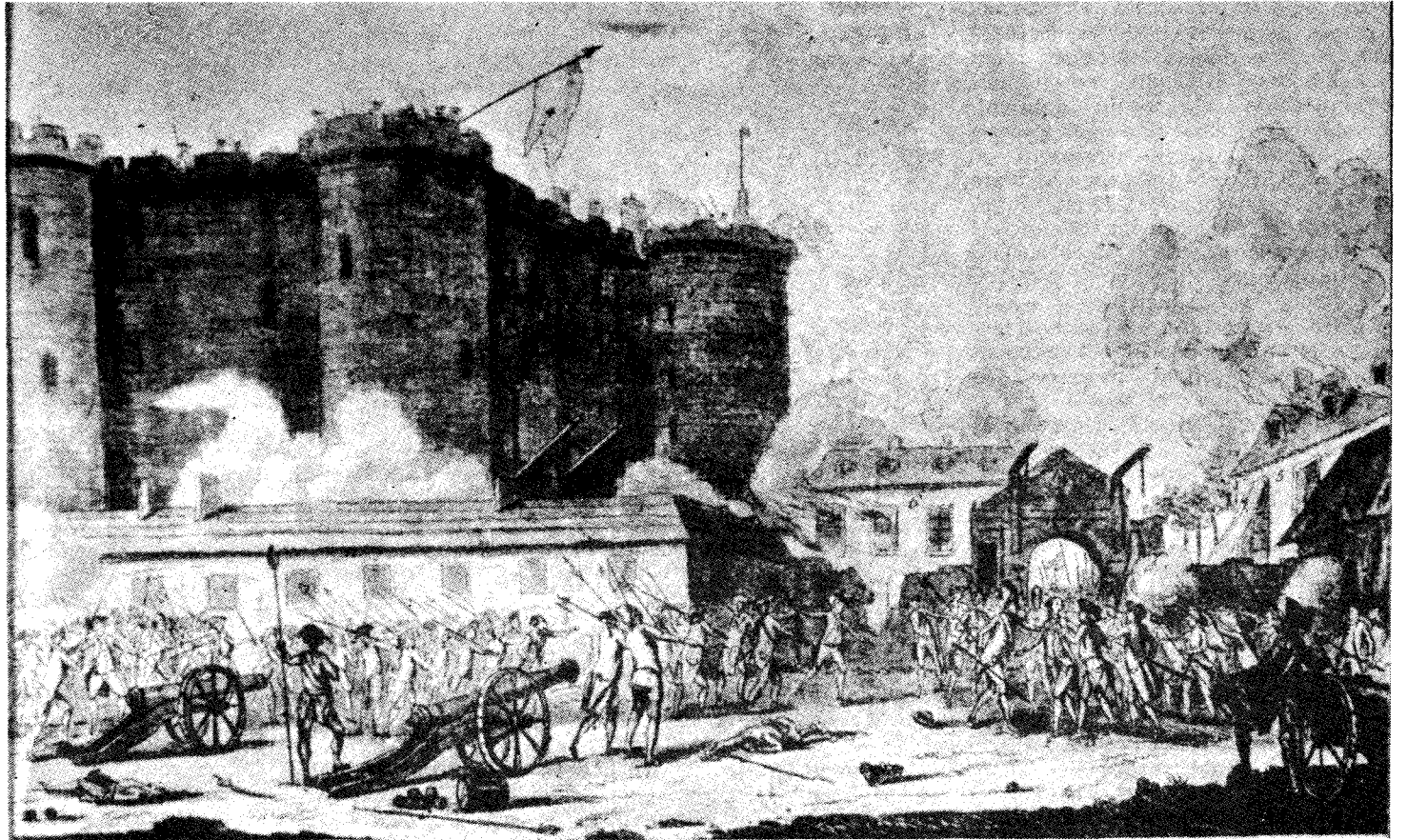
Première partie

Faites un effort d'imagination historique et transportez-vous en France, il y a près de 200 ans. La date, c'est le 20 septembre 1792. Voilà, vous y êtes. A Paris, la Convention nationale est sur le point de s'ouvrir. C'est le premier gouvernement de l'histoire basé sur le suffrage universel (masculin). Le trône vient d'être renversé. Mais les masses parisiennes ne sont pas en train de fêter ces événements. Elles ont peur, elles sont en colère, parce qu'une armée prussienne vient de passer la frontière et que le roi de Prusse menace d'une terrible et inoubliable vengeance le Paris révolutionnaire qui a commis le crime de renverser le roi. La plupart des révolutionnaires parisiens les plus combattifs ne sont même pas à Paris. Ils se sont portés volontaires pour aller affronter l'armée prussienne à la frontière.

Le roi de Prusse, son allié l'empereur d'Autriche et leurs généraux sont absolument certains de pouvoir balayer cette canaille révolutionnaire, entrer dans Paris et remettre le roi sur son trône. La moitié des officiers français de l'Ancien régime ont déserté, émigré et se sont intégrés aux armées prussienne et autrichienne. L'armée prussienne a remporté une série de victoires faciles et pense que les masses parisiennes vont détalé, paniquées aux premiers coups de feu.

Les deux armées se rencontrent sur la colline de Valmy à environ 150 km de Paris. Les Français ont une supériorité numérique sur les Prussiens de trois contre deux. Et ces révolutionnaires parisiens tant méprisés affrontent la fameuse armée régulière prussienne très disciplinée et bien entraînée. L'artillerie française et ses officiers d'artillerie sont meilleurs. A la fin de la journée, une pluie diluvienne se met à tomber. L'armée prussienne se retire. Sa confiance est ébranlée. Elle sait maintenant que la marche sur Paris ne sera pas une promenade.

Un jeune écrivain et poète allemand du nom de Johann Wolfgang Goethe, pas encore si célèbre à l'époque, était dans les rangs de l'armée prussienne. Il sentit que quelque chose d'extraordinaire s'était passé ce jour-là. Sur le champ de bataille inondé par une pluie battante, il déclara: "D'aujourd'hui et de ce lieu date une ère nouvelle dans l'histoire du monde." Nous sommes toujours dans cette ère. Et l'écho des coups de canons de Valmy continue à résonner dans notre monde.



C.I. Giraudon

La prise de la Bastille

Quand on est né et qu'on a été élevé aux Etats-Unis, on a tendance à considérer le gouvernement démocratique, les élections, le suffrage universel, les libertés individuelles comme allant plus ou moins de soi. Pour bien apprécier la Révolution de 1789, il faut bien comprendre qu'il n'y a pas encore si longtemps des rois régnaient sur les peuples de ce monde par la grâce de dieu. L'Allemagne, le pays le plus important d'Europe, a été une monarchie jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale. Et ce n'était pas un roi purement décoratif, mais un roi avec un réel pouvoir. L'Allemagne n'est devenue une république démocratique bourgeoise que dans les années vingt, à la suite d'une révolution prolétarienne avortée et réprimée. Ce qui est vrai pour l'Allemagne est vrai pour la plupart des pays d'Europe occidentale, c'est-à-dire que ce siècle était déjà bien entamé lorsque la démocratie parlementaire et le suffrage universel sont apparus en Europe occidentale; du vivant de vos parents ou grands-parents.

Et en ce qui concerne les Etats-Unis? Comme ce pays n'avait pas de passé féodal, il a débuté dans l'existence en tant que république démocratique bourgeoise. Mais quelle république! Bien sûr, les millions d'esclaves noirs ont été privés du droit de vote. Les blancs pauvres aussi, en 1780. Il a fallu la Guerre civile [guerre de Sécession] -- 70 ans après la Révolution française -- pour libérer les esclaves et leur accorder le droit de vote. Et que s'est-il passé ensuite? Il y a eu une contre-révolution politique dans le Sud qui a repris aux Noirs les droits démocratiques les plus élémentaires. Et ce n'est qu'avec le mouvement des droits civiques de la fin des années cinquante et du début des années soixante que les Noirs du Sud ont récupéré le droit de vote. Donc, dans un sens très élémentaire, la France de 1793 était plus démocratique que les Etats-Unis des années cinquante.

Mais la Révolution française, c'est beaucoup plus que l'inauguration d'une forme de république démocratique bourgeoise. C'est particulièrement vrai pour sa phase la plus radicale, le régime jacobin de 1793 à 1794. En 1793 Maximilien Robespierre, le dirigeant jacobin, produisit une nouvelle version des Droits de l'homme socialement plus radicale que celle de 1789. Parmi les nouveaux droits, il y avait le droit au travail, à savoir

que la société devait fournir aux pauvres et aux chômeurs un moyen de vivre. Ce droit ne peut pas être garanti dans la société capitaliste. Aujourd'hui, 200 ans après, le gouvernement soi-disant socialiste de François Mitterrand qui avait promis le plein emploi, licencié en masse les ouvriers, ces mêmes ouvriers qui avaient le plus d'illusions en lui. Heureusement, la classe ouvrière française a des traditions révolutionnaires, et il se peut bien qu'un jour Mitterrand prenne le même chemin que Louis XVI. Donc, la vision sociale de Maximilien Robespierre, il y a 200 ans, avait déjà commencé à transcender les limites de la société bourgeoise.

Prenons un autre aspect de la Révolution française. Les révolutionnaires français étaient d'ardents patriotes. Après tout, ils avaient à faire face à toutes les têtes couronnées d'Europe. Mais ils n'ont pas vu la révolution comme simplement une révolution pour la France: ils voulaient créer un monde nouveau. Un des autres droits de l'homme que voulait ajouter Robespierre, c'était que tout ami de la liberté, tout ennemi de la tyrannie où que ce soit dans le monde puisse trouver asile dans la France révolutionnaire et devenir automatiquement citoyen français. La Convention a d'ailleurs accordé la citoyenneté française à titre honoraire à des gens qu'elle considérait comme des radicaux ou des progressistes éminents. Parmi eux, George Washington et Benjamin Franklin. L'Anglais Tom Paine et l'Allemand Anacharsis Cloots ont

même été élus à la Convention et y ont effectivement siégé. Imaginez un peu le sénat américain accordant des sièges à des étrangers et leur laissant droit de regard sur la politique des Etats-Unis! C'est inconcevable. Savez-vous qu'un citoyen américain naturalisé ne peut pas être président? L'Allemand Cloots et l'Italien Buonarroti ont joué un rôle très important dans la Révolution française.

Encore un autre aspect de la Révolution française: la question femmes. La révolution n'a pas affranchi les femmes, bien que certains révolutionnaires aient considéré la question. Pourtant, pour la première fois les femmes se sont organisées pour la lutte révolutionnaire non seulement en tant qu'individus, avec leurs maris, mais en tant que groupe social distinct. C'était la Société des Femmes Républicaines Révolutionnaires: "Fondée le 10 mai 1793, cette 'Société des Républicaines Révolutionnaires' a commencé plus comme un bataillon de choc féminin que comme un club de féministes politiques. Ses membres finirent d'ailleurs par porter une sorte d'uniforme, y compris le bonnet phrygien de la liberté avec cocarde tricolore et des pantalons; elles portaient des armes, la plupart du temps un pistolet et un poignard. Il semble qu'elles aient inspiré aux députés de droite et aux Girondins une frayeur mortelle" (R.B. Rose, *The Enragés: Socialists of the French Revolution?* [1965]). Ce sont là les arrière-arrière-grand-mères d'une section féminine du parti ouvrier révolutionnaire.



Gracchus Babeuf



Maximilien Robespierre

A COMMUNE DE PARIS

La Révolution française est comme une porte qui s'est ouverte pour quelques instants et qui a laissé entrevoir l'avenir lointain. Et pas seulement l'avenir de la société bourgeoise mais même le début d'une société communiste. Quelques années après la chute des Jacobins, il se produisit un événement qui ne fut pas tellement remarqué à l'époque mais dont la signification historique n'a pas de mesure. C'est la Conspiration des Egaux de Gracchus Babeuf, la première tentative de révolution communiste. Il y a un lien direct, non seulement philosophique en général mais même organisationnel entre la Conspiration des Egaux de Babeuf et la Ligue des communistes de 1848 pour qui Marx écrivit le *Manifeste communiste*. Et les marxistes ont reconnu cette continuité. Trotsky, dans le *Manifeste* pour la fondation de la Troisième Internationale communiste en 1919, écrivait: "[...] nous nous considérons, nous communistes, rassemblés dans la IIIe Internationale, comme les continuateurs directs des efforts héroïques et du martyre de toute une longue série de générations révolutionnaires, depuis Babeuf jusqu'à Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg."

LA BASE SOCIALE DE LA REVOLUTION FRANCAISE

Babeuf était communiste, mais son communisme n'était pas le communisme de Marx et ne pouvait l'être étant donné la nature de la société française d'alors. Il ne faut pas oublier que la Révolution française, même si sous tant d'aspects elle paraît très moderne, s'est produite dans une société pré-industrielle. Dans les années 1780, la révolution industrielle avait tout juste commencé en Angleterre et n'avait pas encore atteint la France.

Nous avons donc affaire à une société dans laquelle la majorité de la population est paysanne. Et comme nous allons le voir, ce sont les paysans qui ont en fin de compte déterminé jusqu'où irait la révolution. L'activité économique principale était de loin l'agriculture. L'artisan ou commerçant parisien moyen dépensait de 50 à 75% de son revenu à se nourrir, de sorte que le prix de la nourriture était littéralement une question de survie ou de famine. Quand nous parlons de la bourgeoisie dans la Révolution française, il n'est pas question de gens qui possèdent des aciéries, des usines textiles, des voies ferrées ou des usines d'armement. Nous parlons d'une bourgeoisie qui tire principalement ses revenus de la terre et dont l'activité essentielle est la production, la distribution et le financement de produits agricoles.

Le prolétariat industriel était minuscule et n'a joué, s'il l'a fait, qu'un très petit rôle dans la révolution. Les sans-culottes parisiens (les couches inférieures de la population qui portaient de larges pantalons et non des culottes collantes) étaient des artisans, qui travaillaient soit chez eux soit dans de très petits ateliers, ou des petits commerçants, des journaliers et des chômeurs. Les sans-culottes étaient donc un groupe social très hétérogène.

La raison pour laquelle j'insiste là-dessus est qu'il y a une tendance parmi les historiens de gauche de la Révolution française (Daniel Guérin, par exemple) à laisser entendre qu'il y avait une possibilité de révolution socialiste prolétarienne ou au moins d'un gouvernement qui aurait contrôlé l'économie dans l'intérêt des couches inférieures. Ce n'était pas possible. Malgré toute notre sympathie et notre désir de nous identifier aux masses révolutionnaires, il ne faut pas oublier l'importante contribution qu'a faite Marx: les droits de l'homme ne peuvent jamais aller au-delà du développement économique et de

la structure de la société, avec le niveau culturel qui en découle.

C'est Lénine qui a fait remarquer que pour avoir une situation révolutionnaire il ne suffit pas que les masses ne veuillent plus vivre comme auparavant. S'il suffisait d'un simple désir de changement radical, même désespéré, l'Amérique latine et l'Inde auraient fait leur révolution depuis plusieurs décennies. Il faut une crise politique générale qui atteigne aussi bien le *sommet* que la base de la société. Autrement dit, il faut que les gouvernants ne puissent plus gouverner comme auparavant.

C'est tout à fait clair dans le cas de la Révolution française. On disait à l'époque: c'est l'aristocratie qui a commencé la révolution, la bourgeoisie qui l'a poursuivie et le peuple qui a fini le travail. L'aristocratie avait réalisé que, même si elle était politiquement au sommet de la société, elle était en train de se faire miner économiquement par la bourgeoisie montante. La noblesse héréditaire ne pouvait pas, de par la loi et la coutume, participer aux secteurs de l'économie en expansion, à savoir le commerce et les finances. Beaucoup de nobles s'étaient endettés jusqu'au cou auprès de la bourgeoisie. Certains ont cherché à résoudre leurs problèmes en épousant la fille de nouveaux riches, mais, en général, l'aristocratie voyait se creuser un fossé toujours plus profond entre son rôle d'élite politique et son réel poids économique.

Sa réaction a été non de capituler devant la bourgeoisie, mais de durcir son monopole du pouvoir politique. Les quelques décennies qui ont précédé 1789 sont connues sous le nom de "réaction aristocratique". En 1730, il était encore possible pour un riche bourgeois de devenir officier dans l'armée, prince de l'Eglise ou de participer à une instance de gouvernement local. Cinquante ans plus tard, en 1780, cela était devenu pratiquement impossible.

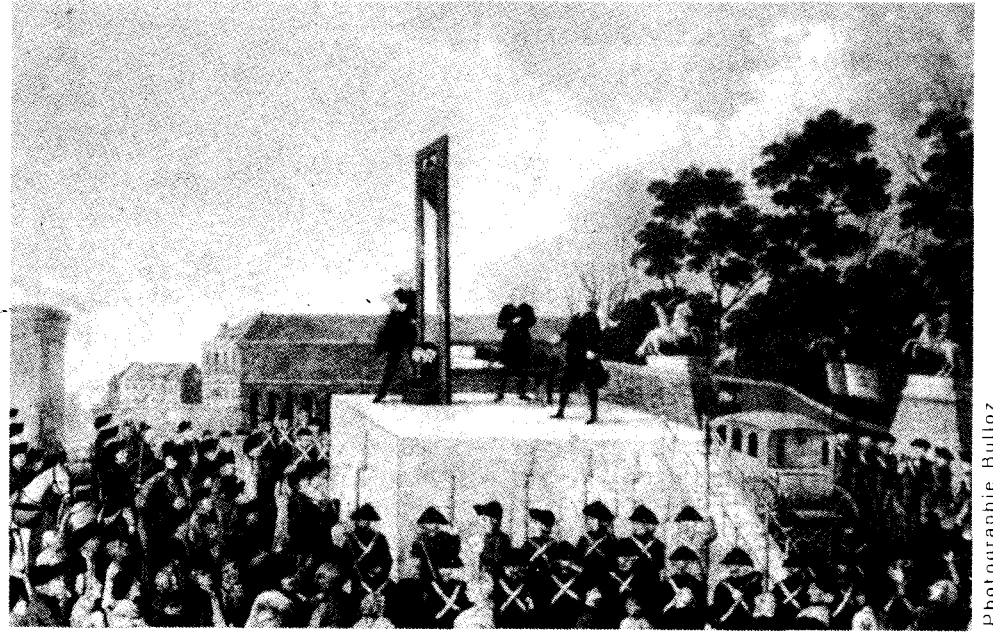
En même temps, l'aristocratie essayait désespérément d'accroître son exploitation des couches les plus basses, essentiellement la paysannerie. D'anciens droits féodaux tombés depuis longtemps en désuétude étaient remis en vigueur. Une nouvelle classe d'hommes de loi, les feudistes, apparut. Leur travail consistait à rechercher dans les archives des lois datant de plusieurs siècles, et que tout le monde avait oubliées, pour aggraver l'exploitation des paysans.

La situation de la bourgeoisie était à l'opposé de celle de l'aristocratie. Sa richesse qui s'accumulait, son influence culturelle et sociale qui grandissait se heurtaient à un ordre aristocratique de plus en plus réactionnaire et rigide. La bourgeoisie, en particulier, ne supportait pas que l'aristocratie et le clergé soient exemptés d'impôt. De plus, la monarchie absolutiste pouvait augmenter ces impôts sans grande difficulté. Et donc, si la bourgeoisie réclamait sa part du pouvoir politique et voulait restreindre l'absolutisme monarchique, ce n'était pas seulement par simple

désir de participation démocratique en soi, cela avait un objectif directement économique. En ce qui concerne les couches les plus basses, en particulier les paysans, elles étaient de plus en plus pressurées à la fois par l'aristocratie et la bourgeoisie qui cherchaient à extraire de plus en plus de surplus économique dans leur lutte pour la suprématie sociale et politique. Dans les quelques décen-

comme elle l'a fait. Car la bourgeoisie révolutionnaire n'aurait pas pu mobiliser les masses et dans un sens n'aurait même pas pu se mobiliser elle-même.

Pour comprendre la Révolution française, il faut donc comprendre les idées et les idéaux des révolutionnaires qui l'ont faite. C'était essentiellement la doctrine des droits naturels et imprescriptibles comme elle s'exprime par exemple dans la déclaration



Exécution de Louis Capet le 21 janvier 1793

nies qui ont précédé la révolution, toutes les classes sociales importantes étaient de plus en plus insatisfaites par le statu quo.

LA PHILOSOPHIE ET LA REVOLUTION FRANCAISE

Voilà le réel conflit de classes qu'il y avait derrière la révolution. Et pourtant ce n'est qu'un aspect, même s'il est le plus important, de l'affaire. Lorsqu'il écrivit sur la Révolution française dans les années 1840, Marx remarqua qu'une classe qui lutte pour le pouvoir politique doit pouvoir présenter ses intérêts propres comme étant les intérêts de la société en général. Elle doit faire appel à des principes universels. Ce n'est pas une question de tromperie délibérée, mais de fausse conscience. Les révolutionnaires, comme les réactionnaires, voyaient la Révolution française non comme un conflit d'intérêts de classe mais comme une confrontation de principes universels. Le réactionnaire anglais Edmund Burke pensait que la Révolution française était arrivée par la faute des écrits subversifs de quelques écrivains. Le plus grand philosophe de l'époque, l'Allemand Georg Wilhelm Hegel, écrivit que la Révolution française avait été "provoquée par la philosophie". Hegel avait tort. La Révolution française a été provoquée par un conflit entre une société bourgeoise montante et un ordre féodal dépassé. Mais d'un autre côté, sans la philosophie des Lumières, la Révolution française ne se serait pas produite

d'Indépendance américaine: tout homme a droit à la vie, la liberté et la recherche du bonheur, et les gouvernements sont institués pour garantir ces droits. Evidemment, la notion de société primitive naturelle dans laquelle les hommes étaient libres et égaux était un mythe -- mais pas tout à fait tout de même. Les philosophes des droits naturels étaient influencés en partie par les explorations de l'impérialisme européen naissant qui avait rencontré des sociétés pré-classes.

Un des grands écrivains de la Renaissance, le noble libéral Montaigne, dans un essai intitulé "Des cannibales" raconte l'histoire d'un cannibale brésilien capturé et emmené en France à l'époque du cardinal de Richelieu. Manifestement doué d'une intelligence supérieure, il apprend le français. Au bout d'un an ou deux, on lui demande ce qu'il pense de la France. Il répond: il y a beaucoup de choses merveilleuses et fabuleuses auxquelles je n'aurais jamais osé rêver mais il y a une chose que je ne comprends pas: je vois tous ces gens très gras qui dégoulinent de graisse et je vois ces mendiants dont les os traversent la peau. Comment se fait-il que les gens maigres ne tuent pas les gens gras pour les manger? Voilà comment un communiste primitif pouvait voir la société monarchique française.

C'est Jean-Jacques Rousseau qui était la figure de proue intellectuelle de la Révolution française et de la gauche européenne en général, avant Marx. Robespierre et Babeuf étaient de fervents rousseauistes et pensaient mettre en application sa philosophie et ses principes dans le monde réel de la politique. Rousseau était le fils d'un horloger suisse ruiné et c'est cette enfance qui avait donné forme à sa vision de la société. Pour Rousseau, la liberté individuelle, la démocratie politique et l'égalité sociale plus ou moins complète étaient inséparables. Son idéal était une société dans laquelle tout le monde possédait son lopin de terre ou son atelier, ce qui lui donnait une indépendance économique. Il n'y avait pas d'extrême richesse ou d'extrême pauvreté. Et c'est seulement sur cette base que Rousseau pouvait concevoir une véritable liberté individuelle et un gouvernement démocratique.

Rousseau ne considérait pas la propriété comme un droit naturel, Suite page 8



Les femmes du peuple de Paris marchent sur Versailles, le 5 octobre 1789.

Révolution française...

Suite de la page 7

comme quelque chose de bon en soi. Il considérait la propriété comme une convention sociale qui, si elle était bien réglée, conduisait à une bonne société. On pouvait donc à la fois être rousseauiste et communiste si l'on en concluait que la convention sur la propriété était incompatible avec les droits naturels. C'est ce que fit Babeuf. A son procès, il argumenta que le condamner pour communisme, c'était condamner la philosophie des Lumières dans son ensemble; et en un sens il avait raison.

LA PREMIERE PHASE, 1789-1791: LE COMPROMIS IMPOSSIBLE

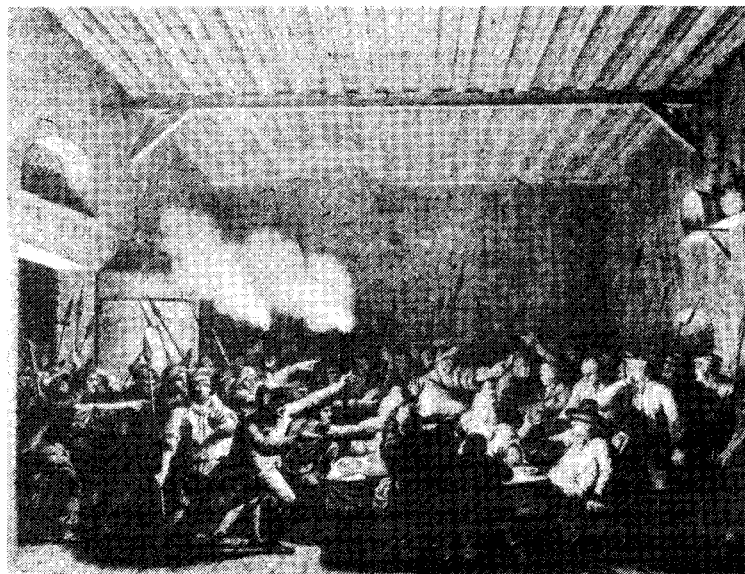
La cause apparente de la situation révolutionnaire, c'était la crise fiscale de l'Etat absolutiste. Louis XVI se trouva à court d'argent et à court de crédit. C'est une situation que beaucoup de gens dans cette salle ne connaissent probablement que trop bien. Malheureusement, nous, nous ne pouvons pas lever de nouveaux impôts pour résoudre le problème. Il se trouve que Louis XVI ne le pouvait plus non plus. Pour leurs raisons propres à chacune, et l'aristocratie et la bourgeoisie s'étaient opposées à la volonté du roi de lever de nouveaux impôts. Les aristocrates refusaient d'abandonner leur privilège d'exemption et la bourgeoisie ne voulait pas d'une augmentation de l'impôt si l'aristocratie et le clergé ne portaient pas leur part du fardeau.

L'opposition combinée des deux classes dominantes força le roi à convoquer les états généraux pour la première fois depuis 180 ans. C'était le vieux parlement féodal avec les trois états. Le premier état était l'aristocratie, le second le clergé et le Tiers état, c'était tous les autres, c'est-à-dire la masse de la société. On vit dans la convocation des états généraux non seulement un moyen de résoudre la crise financière mais aussi de régénérer la société française. Le peuple attendait énormément de cette réunion.

Se sentant soutenue par le peuple, la bourgeoisie exigea l'abolition du vote par ordre, ce qui dans les faits donnait le pouvoir au Tiers état. Le roi commença par céder, puis décida d'interdire ce qui avait pris le nom d'Assemblée nationale. Les députés bourgeois répliquèrent en organisant une insurrection populaire dans Paris, symbolisée par la prise de la Bastille le 14 juillet 1789. Le gros de l'armée passa du côté du Tiers état. Le roi n'avait plus que des mercenaires étrangers,

forces de la démocratie bourgeoise et celles du vieil ordre féodal. Ce n'est pas un hasard si dans cette période les figures dominantes de la révolution étaient d'un côté l'aristocrate libéral Lafayette, celui qui s'est battu dans la guerre d'Indépendance américaine, et de l'autre un bourgeois conservateur, Adrien du Port, magnat du vin et riche armateur. Mais avant trois ans, ils suivront tous deux dans l'exil les royalistes endurcis, parce que le compromis n'a pas marché.

Il y avait deux éléments dans



Louis XVI qui tente de fuir est arrêté à Varennes le 21 juin 1791.

Cl. Giraudon

le compromis, l'un politique et l'autre économique. Peu de temps après la prise de la Bastille et la Grande Peur, l'Assemblée nationale vota une loi censée -- je dis bien censée -- abolir le régime féodal dans les campagnes. C'était une loi du genre des publicités que l'on reçoit par la poste et qui disent "Félicitations, M. Untel, vous avez gagné un million de dollars". Vous êtes tout excité, vous ouvrez l'enveloppe et vous voyez écrit en tout petit: "[...] si vous avez le bon numéro au tirage de décembre prochain. Mais en attendant, vous pouvez avoir un abonnement au magazine Time pour moitié prix." La loi d'août 1789 décreta que les paysans n'avaient plus à payer les taxes féodales, si ils donnaient au propriétaire foncier vingt ou vingt-cinq fois le montant de leur taxe annuelle. Ce n'était bien sûr pas à la portée des paysans, sinon des plus riches.

La paysannerie décida de ne tenir compte que des grosses lettres "le régime féodal est aboli" et d'ignorer ce qui était écrit en petites lettres sur le rachat. Cela provoqua dans les campagnes une guerre civile rampante qui tendait à miner encore plus l'appareil d'Etat. Les représentants réactionnaires du gouvernement essayèrent de collecter les redevances paysannes comme auparavant, tandis que les libéraux ou les radicaux

Sur une population adulte masculine de sept millions, pratiquement la moitié -- et bien entendu la moitié la plus pauvre -- ne pouvait pas voter du tout dans la constitution de 1791. Les membres de l'Assemblée nationale ne furent élus au suffrage direct que par 50000 personnes. Et pourtant, même cette version très peu démocratique de la démocratie bourgeoise fut rejetée par la masse de la noblesse, y compris son principal représentant, le roi. En public, Louis XVI faisait semblant d'accepter parce qu'il n'avait aucun

pouvoir. Il disait: "Vive la révolution, c'est ce qui est arrivé de mieux en France depuis l'invention du champagne." Mais en privé, il écrivait à toutes les têtes couronnées d'Europe: "Il faut que vous veniez ici massacrer toute cette racaille révolutionnaire et me remettre au pouvoir."

En septembre 1791, le roi décida de passer à l'action. Déguisé en cocher, il quitta Paris et parvint presque à la frontière allemande. Passant à Varennes, le fils d'un postier révolutionnaire le reconnut. Le postier fit arrêter la voiture, appela la garde nationale et le roi fut ramené à Paris ignominieusement, comme prisonnier de la révolution. Tout le monde savait bien que, s'il avait pu passer la frontière, cela aurait déclenché une invasion militaire royaliste étrangère.

Il y a une suite intéressante à cette histoire. Ce petit postier qui avait arrêté la voiture du roi, Jean-Baptiste Drouet, est devenu immédiatement un héros national -- en quelque sorte le Paul Revere [héros de la Révolution américaine] de la Révolution française. Ce qui est intéressant avec Drouet, c'est qu'il était vraiment un héros de la révolution. Quelques années plus tard, il participa à la Conspiration des Egaux de Babeuf et fut arrêté avec les autres dirigeants. Mais le régime bourgeois conservateur eut peur de juger pour communisme ce héros révolutionnaire -- devenu une institution nationale. Ils s'arrangèrent pour qu'il s'évade.

LA REVOLUTION SE RADICALISE

La fuite du roi fut le début d'une nouvelle phase, plus radicale, de la révolution. Il y avait dans le peuple pas mal d'illusions quant au roi. On pensait que sa femme était une sorcière autrichienne, que ses conseillers étaient des nullités, mais que Louis XVI lui-même était un brave homme qui aimait vraiment son peuple. Après cette tentative de fuite, les révolutionnaires découvrirent sa correspondance privée et s'aperçurent qu'il faisait appel aux têtes couronnées d'Europe pour qu'elles interviennent militairement et qu'elles massacrent le peuple français. Après cela, les gros ennus commencèrent donc pour Louis Capet. Le républicanisme, qui avait été jusqu'alors un courant minoritaire, devint alors rapidement la tendance dominante.

En même temps, les préparatifs de guerre contre l'Europe royaliste qui commençaient étaient une source encore plus importante de radicalisation. Les préparatifs de guerre étaient financés au moyen de mesures inflationnistes, de sorte que le prix des denrées de première nécessité pour le petit peuple des villes et les paysans pauvres commença à atteindre un niveau alarmant. C'est à partir de ce moment-là que la

revendication populaire pour le "maximum", un prix fixe pour les denrées de première nécessité, joua un rôle de plus en plus important et quelquefois même décisif dans la révolution.

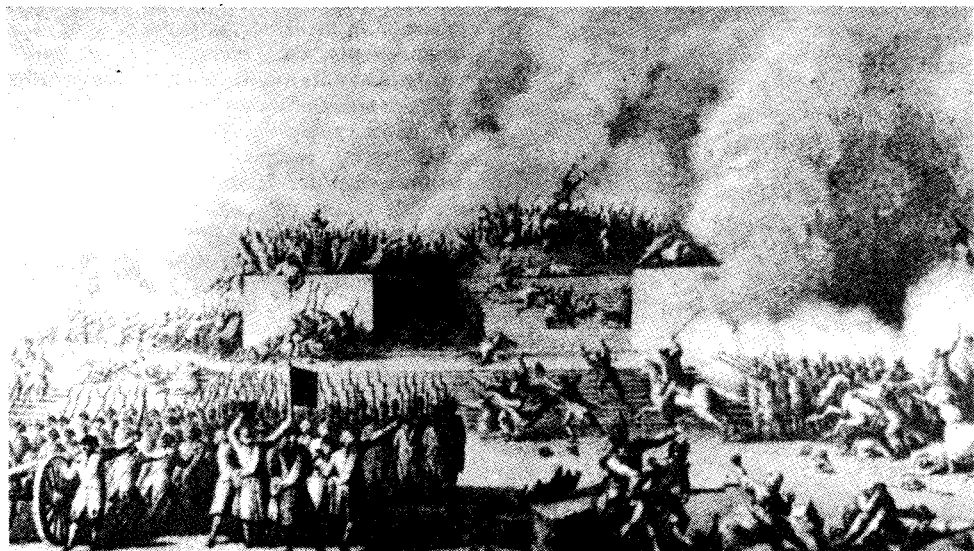
Ces deux facteurs -- la haine grandissante pour la monarchie et le désir d'une sorte de contrôle économique -- culminèrent dans la deuxième insurrection des sans-culottes parisiens, la journée du 10 août 1792. D'une certaine manière, ce fut une seconde révolution. Le peuple en armes marcha sur les Tuileries où il finit par vaincre les Suisses. Le roi complètement terrorisé se réfugia à l'Assemblée nationale. Mais quand les politiciens bourgeois comprirent que Paris appartenait aux sans-culottes en armes, ils prononcèrent la déchéance du roi et se mirent d'accord sur un nouveau gouvernement élu au suffrage universel masculin.

Ce nouveau gouvernement, la Convention, était composé de deux fractions qui sont connues dans l'histoire sous le nom de Girondins, au départ majoritaires, et de Jacobins ou Montagnards, au début minoritaires. Il est important de comprendre que la différence entre Girondins et Jacobins n'était pas une différence de classe sociale, même si cela a pu en avoir l'apparence. Si l'on ne comprend pas ça, on ne peut pas comprendre ce qui s'est produit par la suite. La division était une division politique entre deux ailes de la bourgeoisie. Les deux groupes avaient fait partie peu de temps auparavant de la même fraction. La composition sociale de chaque groupe était similaire. Dans tous les deux, les ténors étaient des avocats. Les dirigeants jacobins ne se seraient jamais abaissés à manger à la même table qu'un petit artisan ou un journalier. Mais ils ne demandaient pas mieux que de les appeler à manifester dans la rue.

Le profond fossé qu'il y avait entre Girondins et Jacobins reflétait les différentes manières pour la bourgeoisie de réagir aux pressions qui s'exerçaient sur elle. Le conflit porta principalement sur deux questions: d'abord, que faire des forces réactionnaires féodales dont la menace prenait essentiellement la forme d'une intervention royaliste de l'étranger. Les Girondins étaient pour ce qu'aujourd'hui on appellerait une "solution négociée" qui impliquait nécessairement des concessions à la noblesse et au clergé dans le pays même. Cela allait de pair avec une opposition à tout contrôle économique tendant à soulager la misère des couches inférieures de la population. Les Jacobins, après quelques divergences entre eux au départ, voulaient combattre jusqu'au bout les forces royalistes de l'étranger et faire des concessions économiques aux sans-culottes parisiens. Dans le fond, les divergences étaient les suivantes: les Girondins étaient l'aile de la bourgeoisie montante prête à la conciliation avec la réaction féodale et voulant exploiter au maximum les couches sociales inférieures. Les Jacobins étaient cette aile de la bourgeoisie prête à faire des concessions -- des concessions temporaires -- aux couches inférieures afin de vaincre la réaction féodale. Autrement dit, les uns étaient l'aile réformiste et les autres l'aile révolutionnaire de la bourgeoisie.

Un des conflits les plus profonds et les plus clairs concernait le destin qu'il fallait réserver au roi. Les Girondins ne voulaient pas du procès de Louis XVI et ensuite ne voulurent pas son exécution, parce qu'ils savaient qu'il leur serait totalement impossible après ce régicide de faire un compromis avec les têtes couronnées d'Europe. Les Jacobins, eux, voulaient juger et exécuter le roi, non seulement parce que ses crimes le justifiaient, mais aussi parce qu'ils voulaient une ligne de sang entre eux et l'Europe royaliste. Le 20 janvier 1793, veille de l'exécution du roi, Philippe François Lebas, dirigeant jacobin, déclarait: "Nous voilà lancés, les chemins sont rompus derrière nous, il faut aller de l'avant, bon gré, mal gré, et c'est à présent surtout qu'on peut dire: vivre libre ou mourir" (cité dans la Révolution française, Albert Soboul).

Ce fut là troisième insurrection des sans-culottes parisiens, en mai-juin



Le 17 juillet 1791, au Champ de Mars, Lafayette fait tirer sur la foule qui exige la déchéance du roi.

en l'occurrence la Garde suisse. Dans les campagnes, les paysans pris par ce qu'on appelle la Grande Peur -- la peur d'un complot aristocratique -- brûlaient les châteaux de la noblesse locale et avec eux les vieux titres de propriété. Des bandes de paysans armés contrôlèrent bientôt plusieurs localités. La révolte populaire de 1789 porta un coup fatal à la monarchie absolutiste et ouvrit la première phase de la révolution.

On peut qualifier cette phase de compromis impossible entre les

prirent le côté des paysans, de sorte que l'appareil d'Etat se morcela en fractions hostiles. Pendant ce temps, les aristocrates ne touchaient aucun revenu; alors, ils se dirent que cette révolution n'était qu'un tas de... et ils émigrèrent dans l'espoir de revenir avec les armées royalistes étrangères.

Quant au compromis politique, il n'a pas marché non plus. Ce devait être une monarchie constitutionnelle -- le roi avait un réel droit de veto -- basée sur le suffrage censitaire.

1793, qui trancha le conflit entre Girondins et Jacobins. Les masses armées envahirent la Convention et exigèrent que les dirigeants girondins soient arrêtés. Elles réclamaient aussi l'institution d'un prix maximum pour les denrées de première nécessité. C'est ainsi que les Jacobins prirent le pouvoir. Pour nous marxistes, l'insurrection des sans-culottes de mai-juin 1793 est un événement d'une importance exceptionnelle. On y voit le germe d'une dictature du prolétariat. En 1789, les masses parisiennes se sont soulevées pour défendre une certaine forme de démocratie bourgeoise. En 1792, elles se sont à nouveau soulevées pour étendre la démocratie bourgeoise -- pour une république basée sur le suffrage universel masculin. Mais là, elles se soulevaient dans leur propre intérêt et cela restreignait la démocratie bourgeoise. Ce fut le début de la dictature jacobine de l'an II.

[à suivre]

Traduit de Young Spartacus
n°118, mai 1984

Nanterre ...

Suite de la page 5

propagande" contre les fascistes. Une "contre-propagande" comme le fait *Libération* en ce moment, en dénonçant Le Pen comme tortionnaire en Algérie? Les fascistes n'ont pas peur d'être "dénoncés", leur arme c'est la violence. Ils sont un danger physique, sur les facs où ils agressent deux étudiants maghrébins (Censier 1983), comme à Talbot où, aux cris d'"Aux fours!", ils se mobilisaient pour écraser la grève. Ils ne sont pas là pour débattre: il ne faut pas oublier qu'à Nanterre en 1980, quelques dizaines d'étudiants ont mis en déroute la pègre du GUD qui prétendait imposer sa loi à coups de barres de fer. Mais ça c'était avant que "la vie en rose" ait ligoté les mains de tous les soi-disant "gauchistes" de ce pays.

On ne peut pas parler de Nanterre sans un mot ou deux sur les soi-disant trotskystes de la LCR. Obligé de

se pointer à un cours public de la LTF qui traitait justement de l'obligation qu'ont les révolutionnaires de défendre les acquis de la classe ouvrière dans les Etats ouvriers déformés et dégénérés, et ce au moins pour se renseigner sur l'activité de ses concurrents, le militant de la LCR brillait par son cynisme -- une attitude devenue endémique dans une organisation qui a été connue, il y a belle lurette, comme les machos antifascistes par excellence. Les anarchistes présents (qui au moins, et c'est à leur crédit, ne pensent pas que Mitterrand va écraser les fascistes) ont soutenu que l'URSS était un Etat impérialiste et ont défendu les cléricaux-nationalistes de Solidarnosc et autres mollahs afghans. Ce qui a suivi en dit long sur la volonté des militants LCR de Nanterre de construire leur propre organisation:

LCR, qui se lève: J'ai une réunion...
LTF: La LCR n'a rien à dire sur la Pologne?

LCR: Je suis d'accord avec... (il désigne les anarchistes)

LTF: Alors, va vendre le *Monde libertaire!*

Anarchistes: Oui, oui!

Le fait que les anarchistes défendent les mollahs afghans contre l'Armée rouge malgré l'horrible oppression des femmes dans ce pays et soutiennent Solidarnosc peut paraître, au moins superficiellement, étrange pour une tendance politique dont l'histoire est marquée par l'anticléricalisme, mais un représentant de la Coordination libertaire étudiante l'a lui-même expliqué: Je n'ai aucun conseil à donner aux peuples pour se libérer, je ne veux pas faire la révolution à la place des gens... Bref, je m'en fous, je suis une politique abstentionniste, je ne choisis pas de camp. Toujours dans ce même cours, le militant de LO n'a même pas essayé de défendre sa ligne. Et pour la LCR, c'est bien simple, son militant s'est totalement désolidarisé de Trotsky qui disait à propos de l'URSS que celui qui ne sait pas défendre ses acquis ne pourra en obtenir de nouveaux. ■

Mineurs ...

Suite de la page 12

une de plus, qui devrait coïncider avec le premier anniversaire (!) de la lutte héroïque des mineurs. Kath Chaplin et une de ses camarades ont rejoint plusieurs autres militants grévistes au forum de *Workers Hammer*, le journal de nos camarades britanniques, sur l'action industrielle pour étendre la grève des mineurs et défendre Patrick Sliney, ouvrier de British Leyland, victime de la répression patronale (Cf. article page 10).

Remuez-vous les fesses, rejoignez les mineurs en grève!

Pour construire ce syndicat, des hommes sont morts, des enfants sont morts de faim. Et ça recommence maintenant, et des hommes sont morts. Je suis très peinée, depuis les six, sept derniers mois de cette grève, à cause du soutien que nous ne recevons pas des autres syndicats [...].

C'était vraiment une mauvaise semaine, et j'ai pleuré et je me suis apitoyée sur moi-même. Et le lendemain, on me passe *The Miner* [journal du NUM], et je le lis dans le train. Je vais vous lire cette lettre. C'est une lettre des parents de David Jones, qui a été tué sur un piquet de grève, et elle dit:

"[...] Mais permettez-nous, par l'intermédiaire du *Miner*, de vous dire à vous tous un très sincère merci et de vous transmettre nos vœux les plus chaleureux pour l'année à venir. Puissent le courage et la ténacité dont vous avez fait preuve en 1984 vous conduire à la victoire dans votre juste lutte pour défendre vos emplois.

"Soutenez votre syndicat. Soyez unis. Souvenez-vous de David, souvenez-vous de Joe Green, souvenez-vous de ces autres qui sont morts. Ils ont perdu pour que vous gagniez. Vous devez continuer et être forts.

"L'homme n'a pas d'amour plus grand que donner sa vie pour d'autres.

"Marchez à la victoire et qu'il vous soit fait justice, comme vous le méritez tant.

"Dieu vous bénisse, et encore une fois merci.

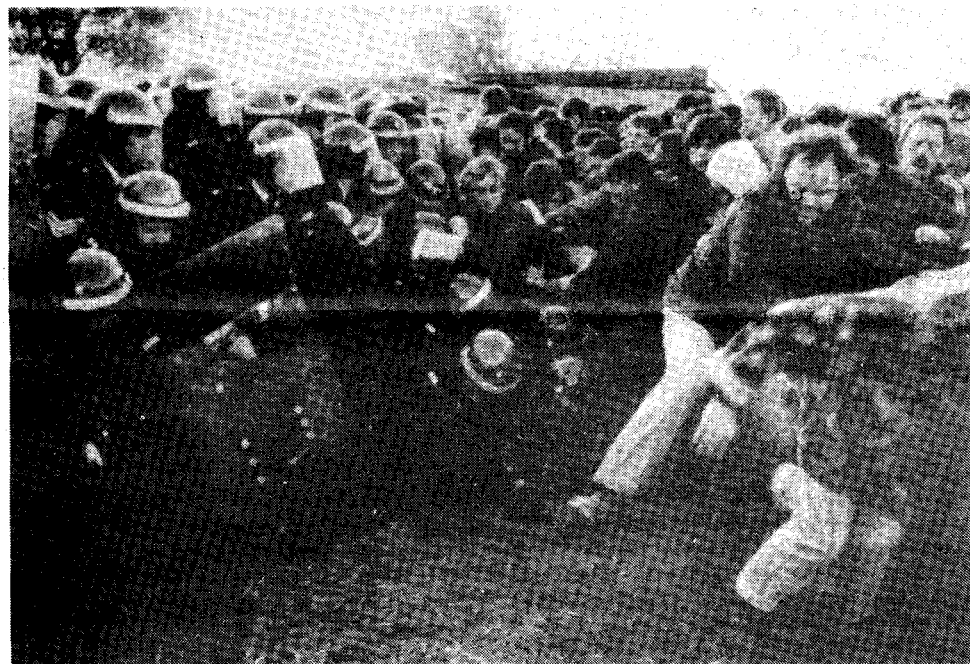
"Mark et Doreen Jones et leur famille (les parents de David Jones, tué sur un piquet de grève du Nottinghamshire alors qu'il défendait le droit au travail)"

Et j'ai eu honte. J'ai eu honte que les syndicats de ce pays oublient des gens comme David Jones et Joe Green. J'ai eu encore plus honte que des jaunes franchissent en ce moment nos piquets de grève. Et j'espère que ça fait réfléchir les gens, qu'ils se disent que nous ne nous battons pas pour de l'argent. Comme l'ont dit les parents de David, il est mort pour le droit au travail [...].

Vous savez, après onze mois de grève, vous ne jouez pas à la grève [...].

En ce moment à Keresley, la semaine dernière quatre de nos gars

ont été emprisonnés. Et pour quoi ont-ils été emprisonnés? Pour la simple raison qu'ils s'étaient défendus, qu'ils avaient défendu leur domicile. Ils faisaient une petite soirée chez eux. Tout le monde a le droit d'avoir une petite soirée. Pas une soirée comme vous auriez, vous savez, avec des bouteilles. Ils avaient du vin fait à la maison, parce que, vous savez, on ne peut pas se permettre d'acheter quoi que ce soit pendant la grève. Il y avait un jaune qui



Kellingley, septembre 1984 -- la guerre de classe fait rage dans les houillères britanniques.

habitait à côté qui n'a pas apprécié qu'ils s'amusement et qui a téléphoné à la police. La police a fait irruption dans la maison.

Et nos gars se sont vraiment défendus. Ne vous seriez-vous pas défendus, si vous étiez chez vous et si un policier se servait de vous comme bétail? Je me serais défendue. Aimeriez-vous, les gars, que votre femme se couche sur vous pour que la police arrête de vous frapper? C'est arrivé à nos gars. Et où sont-ils maintenant? A Winson Green [prison]. Tous les quatre. Des jeunes gens. Des hommes. Il y a des gens comme eux partout dans le pays. Et vous appelez ça la justice?

Dans ce pays vous n'avez aucun droit. Je veux dire, ces fameux bobbies britanniques qui ont tabassé nos gars partout. Je me souviendrai toujours d'Orgreave et de Mansfield et d'endroits comme ça [où il y a eu des affrontements entre flics et piquets de grève], et vous en avez vu des extraits à la télé. Mais vous savez, vous auriez dû être là-bas avec vos banderoles à soutenir les mineurs. *Nous ne nous battons pas juste pour nous-mêmes. Ce n'est plus le moment de discuter. Remuez-vous les fesses, allez chercher votre banderole, et placez-vous aux côtés des mineurs.* Parce que mes gosses se serrent la ceinture depuis tellement longtemps. Je vous le dis: vous vous serrez la ceinture, vous allez chercher votre banderole et vous soutenez les mineurs! Mes enfants ont enduré ça assez longtemps.

Maintenant, je ne veux pas que vous restiez assis là et que vous pensiez "cette stupide femme qui parle et qui montre du doigt". Ce que je vous dis, c'est que je suis une syndicaliste et, de syndicaliste à syndicaliste, je réclame mon droit: que vous veniez et que vous soyez à nos côtés. Pas derrière les mineurs -- au coude à coude. A Keresley, dans les trois ou quatre semaines qui viennent, nous avons besoin d'actions, pas de paroles. Nous avons

Et vous, en tant que syndicalistes de ce pays, allez-vous rester assis et regarder nos gars être forcés de reprendre le travail comme en 1926? Parce que si vous, dans ce pays, ne pouvez pas voir ça, les syndicalistes d'autres pays peuvent le voir. Et si vous ne pouvez pas voir ça, je vais vous dire quelque chose: il vous faut des lunettes noires, des cannes blanches et des sébiles pour vous promener dans ce pays, parce que vous marchez en aveugles. J'en ai marre de cette attitude, "Je suis d'accord". *Remuez-vous les fesses, aidez-nous maintenant. Ce n'est pas de l'argent ou des paroles qu'il nous faut maintenant, ce sont des actes.*

Quand Margaret Thatcher pense qu'elle a brisé le syndicat, c'est trop tard pour que vous restiez assis et que vous disiez: "J'aurais dû le faire." Le temps des actes, c'est maintenant. Il y a un moment où il faut décider. Et j'ai lu quelque chose dans le journal l'autre jour. Quelqu'un me l'a montré; je n'achète pas de journaux parce qu'ils ne font que raconter des mensonges. C'était une caricature, avec Arthur Scargill, Mick McGahey et Peter Heathfield attablés dans un restaurant. Ça s'appelait "Chez Maggie", et c'était elle [Thatcher] qui faisait le service. Et elle leur disait ce qu'il y avait au menu: "Des couleuvres et des frites, des couleuvres et des haricots, des couleuvres et des pâtes".

Elle veut que nos gars avalent des couleuvres, mais ils ne vont pas le faire. Pourquoi le feraient-ils? Ils sont fiers. Je suis une femme de mineur fière, je suis fière de mon mari, je suis fière de tous les gars [...].

Tout ce que je peux vous dire maintenant, c'est: nous avons besoin de la victoire des mineurs. Nous avons désespérément besoin de la victoire des mineurs. Nous avons besoin de la victoire de tous les syndicats de ce pays. Ne laissons pas Margaret Thatcher nous marcher sur les pieds plus longtemps. Ne laissons pas cet Etat policier battre et faire courber l'échine aux mineurs, comme ils ont fait en 1926. S'il vous plaît, écoutez ce que je vous dis. Je vous dis la vérité. Elle est partie pour vous briser, tous. Elle est assise là à distribuer ses ordres, avec sa permanente impeccable. Maintenant, je vais vous dire quelque chose. Si jamais je ressortais d'un attentat à la bombe comme elle, sans une mèche de cheveux déplacée, je penserais: "Elle est morte, Maggie est morte."

On l'appelle la vierge de fer; ça fait longtemps qu'elle ne l'est plus. Cette dame de fer -- quand le fer est chaud, il brûle et il fait des cloques, et elle en fait beaucoup. Mais nos hommes sont froids, il fait froid de vivre chez moi quand le poêle n'est pas allumé. Et je brûle vraiment de colère. De colère de voir que les syndicats de ce pays puissent rester à ne rien faire. Maintenant c'est ici qu'il faut décider, et je vous le dis maintenant: Victoire pour les mineurs! Victoire pour la classe ouvrière! ■

Afghanistan ...

Suite de la page 4

la réforme agraire décrétée après la "révolution d'Avril" (1978) pour "avoir employé la force afin de réaliser les réformes agraires" (*Kabul New Times*, 12 mars 1984). Pourtant, c'est seulement par la force que sera écrasée la résistance des féodaux. Les tâches de la révolution bourgeoise sont encore loin d'être réalisées en Afghanistan.

Aujourd'hui, l'Afghanistan sort à peine du moyen-âge. Le gouvernement met en oeuvre le plan économique pour l'année 1363 (selon le calendrier islamique), tout en réunissant une "grande *djirgha* (conseil) des lettrés et des grandes figures spirituelles de la République démocratique d'Afghanistan" à l'hôtel Intercontinental de Kaboul! Cependant, on peut se faire une idée de l'avenir probable de l'Afghanistan en regardant au-delà de la frontière nord du pays, dans les républiques d'Asie centrale soviétique où l'Armée rouge a mené une guerre de plus de dix ans, dans les années vingt et trente, pour vaincre les chefs tribaux basmatis. Dans ces régions arriérées, l'Etat ouvrier dirigé par le Parti bolchévique de Lénine et Trotsky a réussi à éliminer la voile et l'achat des femmes, à donner la terre à celui qui la travaille et à briser le pouvoir des mollahs. Maintenant il est notoire que le niveau de vie dans les villes de l'Asie centrale soviétique est plus élevé qu'à Moscou!

Contrairement à ce qu'affirme la propagande impérialiste, l'intervention en Afghanistan bénéficie en URSS d'un large soutien populaire. Le *New York Times* du 3 décembre 1984 écrit: "[...] il est clair que la guerre ne provoque pas les répercussions intérieures que la guerre du Vietnam avait occasionnées aux Etats-Unis. Dans des discussions avec des gens, jeunes et vieux, dans les environs de Moscou, on ne sent aucun signe de mécontentement qui puisse forcer les dirigeants du Kremlin à ramener rapidement leurs 'petits gars' à la maison. 'Je ne sais pas si vous appellerez ça une guerre populaire', expliquait en privé un intellectuel de Moscou, 'mais ce n'est certainement pas une guerre impopulaire [...]. C'est une guerre plus ou moins populaire', continuait-il. 'Les gens disent: "Ha, ha! Les Américains voulaient mettre la main sur l'Afghanistan. Nous allons leur montrer".'"

Durant l'été 1919, alors que la vague révolutionnaire refluit en Europe centrale, Trotsky remarquait que l'Armée rouge (qu'il dirigeait) pouvait ouvrir la voie à l'extension de la Révolution russe vers l'Est, au-delà des frontières de l'ancien empire tsariste: "Nous avons jusqu'à maintenant consacré trop peu d'attention à l'agitation en Asie. Cependant la situation internationale, à l'évidence, prend une tournure telle que la route de Paris et de Londres passe par les villes d'Afghanistan, du Pendjab et du Bengale [...]. Naturellement cela fait longtemps que nous avons en tête la nécessité d'aider la révolution en Asie, et nous n'avons jamais abandonné l'idée de guerres révolutionnaires offensives" (*The*

Trotsky Papers, volume I, 1917-1919 [traduit par nos soins]). Ce projet avorta, car l'Armée rouge fut forcée de mobiliser tous les hommes et toutes les armes disponibles pour défendre le jeune Etat ouvrier contre l'intervention étrangère et la contre-révolution intérieure.

L'Armée rouge de Trotsky était un instrument d'une politique révolutionnaire: son rôle était de défendre l'Etat ouvrier et d'aider au développement de la révolution ouvrière internationale. La caste bureaucratique, qui s'est emparée du pouvoir au milieu des années vingt, n'est pas intéressée à la révolution mais à la coexistence pacifique avec les impérialistes. L'aide soviétique peut apporter un soutien aux régimes oppressifs (comme l'Ethiopie de Mengistu) de même qu'elle peut en renverser. Néanmoins, face à une menace militaire impérialiste directe, l'intervention défensive du Kremlin en Afghanistan a rendu possible la répétition de la transformation sociale qui a eu lieu il y a une soixantaine d'années en Asie centrale soviétique.

Seule une révolution politique ouvrière peut rendre l'Etat soviétique et son armée à leur mission internationaliste et révolutionnaire. Et notre objectif, la révolution socialiste dans les pays impérialistes, s'impose avec une dramatique urgence à une époque où Reagan et Cie, pressés de renverser les acquis de la Révolution russe, agitent leurs bombes H. Nous saluons une fois encore l'Armée rouge en Afghanistan! A bas la course à la guerre antisoviétique de Reagan, Mitterrand et consorts!

Adapté de *Workers Vanguard* n°370

Abouchar ...

Suite de la page 4

vérité, confirmant ce que nous disons depuis le début de la guerre. Ainsi, toujours dans le *Nouvel Observateur*: "Les hommes du principal mouvement de résistance, financés et armés par le Pakistan, sont des intégristes fanatiques. Ils font froid dans le dos." Ces déclarations s'ajoutent à celles qu'il fit à Antenne 2 le 31 octobre dernier, et que nous avons reproduites dans le numéro 50 du *Bolchévique*: "Moi, j'ai eu affaire à des gens qui m'ont paru plutôt irresponsables, mal organisés, médiocres militairement, obsédés par un islamisme pointilleux, et je me demande si mon reportage aurait été, non seulement favorable, mais acceptable même par les moudjahids." Nous posions alors la question: "Et par les médias français?"

La réponse a été donnée par un reportage intitulé "Afghanistan: les combattants de l'insolence", diffusé sur Antenne 2 le 31 janvier et tourné par un certain Christophe de Pontfily, un mercenaire de la désinformation. Reportage suivi d'un court débat entre ce Pontfily et Abouchar. Le commentaire affirmait sans rire que les moudjahids n'étaient pas des fanatiques religieux, qu'ils étaient très tolérants et pas du tout obscurantistes! C'est sans doute par tolérance que les "combattants de la liberté" font sauter les écoles et égorgent les instituteurs. C'est certainement aussi par tolérance que les reporters, qui étaient pourtant venus mettre leurs talents au service de l'antisoviétisme, ont été emprisonnés pendant dix jours par ceux-là

mêmes qu'ils venaient filmer! On ne peut même plus avoir confiance dans ses amis... Le film n'abordait pourtant pas ce détail croustillant. Et il a fallu qu'Abouchar lui tire les vers du nez pour que l'on connaisse enfin la cocasse réalité. Décidément, Abouchar t'es un emmerdeur!

Ce reportage, malgré son proudjahidisme affiché, était révélateur de la situation réelle. D'abord, on n'a pas vu un seul soldat soviétique, pas un seul combat. Par contre, on nous a offert le spectacle grotesque d'un "combattant de la liberté" se faisant lui-même péter consciemment à la gueule -- pour montrer son courage -- une grenade soi-disant larguée par les Soviétiques. Et le commentateur de susurrer qu'ils étaient de grands enfants! Nous encourageons vivement ces "fous de dieu" à se prouver mutuellement leur courage en se faisant sauter le caisson avec toutes les grenades que leur livre la CIA.

Nous avons eu droit ensuite aux récits des exploits de ces "grands enfants": jamais un mort parmi les combattants, à la rigueur un blessé léger. Seules les femmes succombaient sous les balles soviétiques; peut-être parce que ces "êtres inférieurs" (selon ces fanatiques médiévaux) seraient plus "faibles"? Par contre, si on les en croit, les "roumis" (traduire: abjects Russes, marxistes, athées), qu'est-ce qu'ils prenaient! Des dizaines, voire des centaines de morts. A ce rythme-là, c'est tout le pacte de Varsovie qui y passerait dans les trois prochaines années.

Antenne 2 aurait demandé à Kaboul des visas pour Abouchar et son équipe. Qu'on les leur accorde, nous aurons peut-être droit à quelque chose de plus intelligent.

Un militant de British Leyland licencié

Des mineurs britanniques exigent : "Réintégrez Patrick Sliney !"

Le 31 janvier dernier, Patrick Sliney, un militant ouvrier de l'usine automobile Rover de British Leyland à Birmingham (Angleterre), était licencié. Parce qu'en tant que membre du syndicat du transport (T&G) il faisait de la propagande pour que son syndicat entre en grève aux côtés des mineurs. Cette attaque contre un militant se place dans le cadre de la guerre que mène le gouvernement Thatcher contre le NUM (syndicat des mineurs), pour le détruire et briser les reins aux autres syndicats. Dès le premier mois de la grève, Sliney a fait campagne sans relâche pour arrêter l'entrée du charbon jaune dans son usine et dans une usine voisine de British Leyland, celle de Longbridge. C'est en grande partie grâce à l'activité de ce partisan bien connu de la Spartacist League/Britain que cette opération de brisage de grève -- qui bénéficiait de la complicité des bonzes syndicaux -- est apparue au grand jour. Les efforts de Patrick ont permis que soit organisé par des mineurs et des conducteurs de camions, élus du T&G, un piquet devant l'usine de Longbridge pour tenter d'arrêter le charbon jaune.

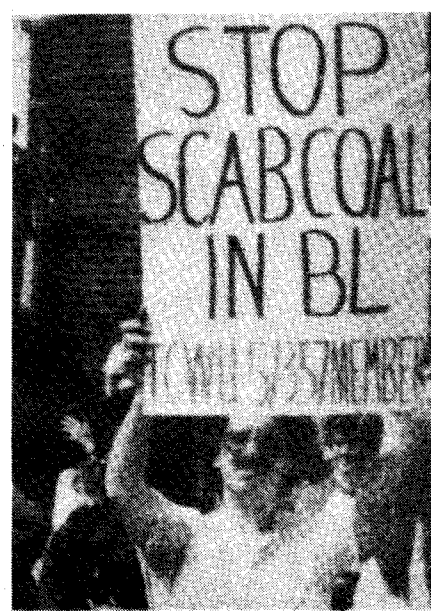
La direction de British Leyland s'est lancée dans une chasse aux sorcières contre Patrick Sliney pour "distribution non autorisée" d'un tract demandant que le syndicat rejette les propositions salariales des patrons et se mette en grève avec les mineurs. En fait, les patrons britanniques veulent interdire toutes les activités syndicales et rendre illégal y compris l'appel à la solidarité. Dans sa déclaration, Patrick faisait appel à ses camarades syndiqués dans les termes suivants: "Thatcher veut briser les reins des syndicats. Elle veut des syndicats maisons, des syndi-

cats jaunes, dirigés par des Silver Birch [fameux mineur briseur de grève] et des Lech Walesa [...]. Elle s'attaque aux mineurs qui se battent pour nous tous et qui sont seuls depuis trop longtemps pendant que les dirigeants du TUC et du Labour Party les poignent dans le dos [...]. Ce qu'il nous faut, c'est une triple alliance avec les mineurs et les travailleurs du rail. Il faut bloquer le transport routier, les chemins de fer et les docks par une grève totale de ces syndicats, se joindre aux mineurs et faire le blocus des centrales électriques et geler Thatcher cet hiver."

Alors que les bonzes syndicaux ont toléré de leurs membres, et même souvent exigé, le brisage de la grève des mineurs, il y a des milliers de militants comme Patrick qui ont mis leur emploi en jeu pour battre les casseurs de syndicats. Plus de 400 conducteurs de camions du T&G ont été licenciés pour avoir refusé de traverser les piquets de grève du NUM; des milliers de cheminots ont refusé de charger et transporter le charbon jaune. De tels actes de solidarité ont été autant d'encouragements concrets et inestimables pour la détermination des mineurs en grève.

Aux premiers rangs de ceux qui se sont dressés pour défendre Patrick Sliney, on a vu les mineurs eux-mêmes. Le jour où, à l'intérieur de l'usine, se réunissait un simulacre de cour "d'appel", des mineurs venus des puits environnants manifestaient devant les grilles. Ils criaient: "Soutenez Patrick Sliney, les gars!", "Aujourd'hui son boulot, demain votre boulot!"

Un certain nombre de responsables du NUM et de militants



Patrick Sliney, ici dans un rassemblement de mineurs, a été licencié pour son action contre le charbon jaune.

grévistés ont contacté les officiels du T&G à l'usine Rover, pour recommander une grève pour la réintégration de Sliney. Un syndiqué du NUM en grève posait le problème devant des mineurs au cours d'un meeting de soutien à Birmingham: "Il [Patrick] a été viré par ses patrons de British Leyland parce qu'il montrait ce que doit être la loi numéro un du mouvement syndical: solidarité. Solidarité, camarades, ne s'applique pas seulement aux mineurs [...]. Je resterai fermement dans cette grève, et je resterai ferme en ce qui concerne Patrick Sliney et en ce qui concerne tous les autres syndicalistes en dehors de l'industrie minière qui ont été virés." Victoire pour les mineurs! Réintégrez Patrick Sliney!



Antilles...

Suite de la page 12

les rafles, quadrillent des villes, interviennent contre les occupations d'entreprises et les manifestations, saccagent les locaux et radios indépendantistes. En Guadeloupe comme à Paris où, en août 1983, les flics ont organisé un raid contre Radio-Voka (aujourd'hui poursuivie pour avoir émis sans autorisation), cassant tout, matraquant et arrêtant toutes les personnes présentes.

Aux Antilles, comme dans les autres colonies où s'est illustrée sa "mission civilisatrice", l'impérialisme français s'est couvert de sang. Depuis les millions de cadavres des esclaves arrachés à l'Afrique sur lesquels il a bâti ces colonies jusqu'au massacre de 1967 où, pendant une grève des ouvriers du bâtiment à Pointe-à-Pitre, les CRS ont abattu cinquante Guadeloupéens. Et Mitterrand est le continuateur de cette domination sur les Antilles. Pas seulement pour les profits des békés (colons d'origine européenne) ou des grandes sociétés capitalistes métropolitaines. Pour l'impérialisme français, la Martinique et la Guadeloupe représentent avec la Guyane un pied dans la chasse gardée américaine et aussi un avant-poste dans une région chaude de la guerre froide antisoviétique, où sont tout proches le Salvador et le Nicaragua, la Grenade et Cuba.

Après la maigre carotte de la "décentralisation", le gouvernement "socialiste" a bien vite renoué avec la traditionnelle politique du bâton face à la poussée indépendantiste et à une vague de grèves qui, depuis des mois, dans les plantations, les ports, les transports ou la fonction publique combattent une situation de pourrissement sous le joug impérialiste. Les "départements d'outre-mer" étouffent sous le pacte colonial (même s'il s'est fait plus discret), permettant à la France de piller et exploiter avec rapacité, et qui rend les deux îles totalement dépendantes de la métropole. Et Air France peut continuer à bénéficier du juteux "monopole de pavillon". Dans ces pays de monocultures destinées à l'exportation en métropole, l'agonie de la production bananière et sucrière a jeté sur le pavé des dizaines de milliers de travailleurs auxquels le secteur industriel, maintenu délibérément atrophié, est incapable d'offrir des emplois. Et la crise frappe aussi les docks, le bâtiment et les travaux publics, et même les activités du commerce qui étaient, avec le secteur de la fonction publique, le grand employeur. 30% de chômeurs, sans compter l'émigration -- véritable nouvelle traite d'esclaves très légalement organisée par le gouvernement: 350 000 -- soit un Antillais sur trois! -- vivent en France, soumis comme tout travailleur immigré à la terreur raciste quotidienne.

Le devoir internationaliste élémentaire de tout militant ouvrier en France est de se placer totalement aux côtés des peuples de Martinique, de Guadeloupe et des autres colonies dans leur combat pour leur indépendance. Leur ennemi est l'ennemi des travailleurs français. Chaque coup porté par les uns contre la bourgeoisie impérialiste française et son gouvernement "de gauche" renforce les autres. Et étant donné la place des Antilles dans une zone "chaude", leurs liens économiques étroits avec la France et la présence en métropole de très nombreux travailleurs antillais, les luttes aux Antilles peuvent avoir un puissant impact à l'intérieur même de la citadelle impérialiste. Nous trotskystes militant en France, qui avons refusé de voter pour Mitterrand et pour les partis gouvernementaux sociaux-chauvins, réclamons: Libération immédiate de tous les militants ouvriers et nationalistes emprisonnés! Levée de toutes les inculpations! Retrait immédiat des Antilles "françaises" des CRS, légionnaires, képis rouges, gardes mobiles et autres forces d'occupation coloniale! Indépendance totale, immédiate et sans condition de la Guadeloupe, de la Martinique et autres colonies françaises!

LE CHAUVINISME DE LA GAUCHE

Mais les directions réformistes du mouvement ouvrier français n'ont même pas levé le petit doigt contre la répression coloniale. Pour les Marchais et autres adeptes du "Produisons français", "les Antilles c'est la France". N'est-ce pas la direction chauvine du PCF, qui, en 1946, fit (avec les sociaux-démocrates et le MRP) de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de la Guyane des "départements d'outre-mer", au même titre que l'Algérie! Et les émigrés antillais en France ne sont pas près d'oublier non plus la politique raciste de maires du PCF leur limitant les logements dans leur municipalité!

Des organisations comme Lutte ouvrière ou la LCR, qui ont pourtant des capacités, limitées mais réelles, de mobilisation, n'ont pas non plus organisé de campagne en faveur de l'indépendance ou même de simple défense. Ces pseudo-trotskystes, qui ont aidé à mettre au pouvoir celui qui aujourd'hui réprime et étrangle les Antilles, ont abdiqué les tâches élémentaires de solidarité internationaliste. Et quand on sait qu'un de ses camarades antillais est dans la fournée des réprimés, on mesure à quel point la direction de LO capitule devant le chauvinisme! Quant à la direction de la LCR, elle a abandonné en mai 1981, pour un temps de grâce, son traditionnel mot d'ordre d'indépendance des colonies pour revendiquer une "modification du statut colonial" (Rouge n° 970, 22-28 mai 1981). Les camarades antillais de la LCR, le Groupe révolution socialiste (GRS), se sont

aventurés dans le même borbier. Ayant vu dans l'élection de Mitterrand "la chance qui nous est offerte d'engager nos pays plus profondément dans la voie de la libération nationale et sociale" (Révolution socialiste n° 337, 4 juillet 1981), la direction du GRS polémique fortement contre les nationalistes pour avoir "un discours incantatoire sur l'indépendance", proposant à la place "un certain nombre de revendications réalistes" et "un pas en avant concret, palpable, [...] à portée de la main: mettre à la tête des institutions décentralisées [proposées par Mitterrand] des forces qui se réclament de l'anticolonialisme, [...] exiger qu'elles détournent les institutions départementales nouvelles de leur fonction d'intégration coloniale" (Tranchées n° 5, octobre 1982). Un mélange malodorant de crétinisme parlementaire et de capitulation à l'impérialisme rose pâle!

Le chauvinisme des organisations ouvrières françaises et les capitulations devant le colonialiste Mitterrand sous couvert de "communisme" ou de "trotskysme" ne font que détourner les travailleurs et jeunes antillais de l'alternative ouvrière révolutionnaire et les jeter dans l'impasse du nationalisme. Ces petits-bourgeois, notables et "lumpen-bourgeois", au nom de la "patrie" et du "peuple", rêvent, comme l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG), d'accéder à la direction de l'Etat capitaliste -- qui restera en fait sous la coupe d'un impérialisme ou d'un autre. Récente scission pro-indépendantiste du PC martiniquais, le Parti communiste pour l'indépendance et le socialisme (PCIS) -- constitué en mai 1984 et auquel sont liés les "antiopportunistes" des Martiniquais communistes résidents en France (MCRF) -- vient de se doter d'un journal dont le titre est tout un programme: le *Patriote*. Son objectif d'"indépendance nationale en direction du socialisme" n'est qu'une version "gauchiste" de la politique menchevique/stalinienne de "révolution par étapes" des PC martiniquais et guadeloupéen qui revendiquent une "autonomie démocratique et populaire vers une indépendance socialiste". Combat ouvrier, lui, n'a rien trouvé de mieux pour concurrencer les nationalistes que d'en reprendre les pires aspects: "Les Blancs dehors!" Ce qui constitue l'essentiel de son programme pour mobiliser les masses en faveur d'un "Etat des Noirs pauvres indépendant des Blancs et des riches". Et en mettant en avant la race, c'est sur la dangereuse pente de la collaboration de classe que glisse la direction de Combat ouvrier quand elle déclare que "la guerre d'émancipation anticoloniale [...] englobera des forces sociales et politiques diverses, pour certaines opposées, de par leurs intérêts, de par leurs objectifs" et qu'"ils [les notables et les possédants des Antilles] ont leur place dans le combat s'ils mettent leur dignité d'homme avant leur porte-

monnaie et leurs privilèges" (Lutte de classe n° 82, janvier 1981).

DEFENSE DE CUBA! FEDERATION SOCIALISTE DES CARAIBES!

Dans le même temps, ce nationalisme divise les travailleurs des Antilles "françaises" (comme en témoigne une récente grève hospitalière à Pointe-à-Pitre dévoyée par l'UPLG en action contre la nomination en Guadeloupe d'un... Martiniquais!) et de toute la Caraïbe, mélange racial et ethnique qu'il faut au contraire unifier dans un combat pour une fédération socialiste des Caraïbes. Les rêves nationalistes d'"autosuffisance" -- même dans leurs variantes "socialistes" -- sur de petites îles n'offrent en effet aucune solution aux masses antillaises confrontées à la crise catastrophique d'une économie à laquelle manquent les éléments pour être même simplement viable. Et envisager une révolution prolétarienne dans une ou deux îles isolées est encore plus absurde dans une région stratégique pour l'offensive impérialiste de "refoulement" du communisme. Reagan n'a pu tolérer l'existence même d'un régime nationaliste petit-bourgeois, qui refusait ses diktats, à la Grenade. Il mène une guerre ouverte contre le Nicaragua sandiniste. Et Cuba vit sous la menace permanente d'une nouvelle baie des Cochons. Même si une bureaucratie stalinienne y usurpe le pouvoir politique aux travailleurs, Cuba, où la bourgeoisie et l'impérialisme ont été chassés, est un fantastique acquis pour le prolétariat cubain, antillais et international. Le refus quasi-unanime des organisations ouvrières et nationalistes martiniquaises et guadeloupéennes de mettre centralement en avant la défense de Cuba est une capitulation suicidaire à la campagne de guerre antisoviétique: la défense de Cuba est partie intégrante de la lutte pour l'émancipation nationale et sociale des masses des Caraïbes et de l'Amérique centrale -- une lutte qui, dans ce "lac américain", doit être menée en relation étroite avec la lutte pour la révolution socialiste aux USA.

Pour résoudre les tâches démocratiques et de libération nationale, le prolétariat antillais, qui a derrière lui une longue et glorieuse tradition de luttes, doit prendre la tête des opprimés et, en se battant pour ses revendications de classe, pour l'expropriation des grands propriétaires fonciers, des trusts et des banques et en s'organisant en milices d'auto-défense, comités ouvriers et soviets, instaurer son propre pouvoir. Mais la condition de la victoire est dans la construction dans les Antilles et toute la région de partis ouvriers résolument internationalistes -- de partis léninistes/trotskystes armés du programme de la révolution permanente. Pour une fédération soviétique des Caraïbes, partie intégrante des Etats-Unis socialistes d'Amérique latine! ■

Congrès PCF...

Suite de la page 1

gauche était la seule solution possible, les députés du PCF votaient les crédits de guerre, la CGT cassait honteusement la grève de Talbot.

Finalement, sentant le risque de perdre sa base ouvrière ou de voir des luttes désespérées lui échapper, le PCF a été forcé d'abandonner le navire mitterrandesque en perdition et rompre son alliance avec le PS -- et il s'est retrouvé indépendant mais affaibli. Trois fois ça va, quatre fois bonjour la gueule de bois!

Mais que les camarades qui ont poussé un soupir de soulagement en juillet dernier ne croient pas que leur parti a changé "sa ligne". En inventant le "rassemblement populaire majoritaire", une formule qui reste "algébrique", les dirigeants de la place du colonel Fabien ont tout de suite cherché à montrer leur attachement *programmatique* au front-populisme -- politique d'alliances de collaboration de classes. Bien sûr, cette formule risque de ne rester longtemps qu'une formule: aucune fraction de la bourgeoisie

n'est prête aujourd'hui à laisser le PCF "prendre à la direction des affaires du pays la place que lui accordera le suffrage universel", comme l'envisage la résolution finale du congrès. Si l'union de la gauche-front populaire formée en 1972 était la réponse à la grande peur de Mai 68 -- il fallait un verrou politique pour faire obstacle au danger révolutionnaire d'une classe ouvrière qui avait montré sa puissance --, aujourd'hui la bourgeoisie prépare sa revanche. L'union de la gauche a joué son rôle, elle peut quitter la scène. Pourtant, cette formule, qui entend préparer une cinquième fois, justifie et justifiera toutes les trahisons de la direction du PCF. Il faut rompre avec le front-populisme! Quatre fois c'est quatre fois de trop!

Le PCF est comme ces vieux esclaves qui ont porté trop longtemps les fers pour pouvoir vivre libre: il a besoin des chaînes du front populaire. Il faut à la classe ouvrière de ce pays, française et immigrée, un nouveau parti léniniste dont l'objectif affirmé est la prise du pouvoir par le prolétariat. Mais qui peut prétendre à cette tâche? La LCR de Krivine qui a mené campagne

pendant des années pour Mitterrand et qui hurle avec les loups antisoviétiques? Lutte ouvrière d'Arlette Laguiller? Certainement pas puisqu'ils déclarent eux-mêmes qu'ils ne sont pas une alternative: "Ce que nous souhaitons, nous, c'est qu'au travers de la crise actuelle, les dizaines de milliers de travailleurs commu-

nistes restent communistes, restent même au Parti communiste" (Lutte Ouvrière n° 871, 9 février). Non, le PCF n'est pas un endroit pour les communistes! Ce qu'il faut, c'est un programme communiste, léniniste, c'est le programme de la Ligue trotskyste, de ceux qui ne vous ont pas demandé de voter Mitterrand! ■

Vient de paraître

Le congrès mondial du Secrétariat "unifié" vient de se terminer. Ses débats ont dû être sérieusement alourdis par le rejet officiel et public du trotskysme par la direction du SWP américain.

Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur les massives purges bureaucratiques qui ont transformé le SWP en une secte étrange...

Pour vous procurer le numéro 22 de Spartacist, édition française, écrire au Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10.

(8F port inclus)



Les femmes britanniques dans les mines en grève

Combattantes de classe, dirigeantes de classe!

1er mars -- Le rôle que jouent les femmes dans la grève des mineurs britanniques est une vivante démonstration de l'extraordinaire puissance politique contenue chez les femmes de la classe ouvrière. Leurs manifestations combatives, leur courageuse présence aux premiers rangs des piquets de grève contre les flics et les jaunes, leur organisation efficace et vitale de distributions de vivres pour les mineurs et leurs familles face à la tentative de Thatcher de les affamer, leur volonté de fer de vaincre -- "Nous mangerons de l'herbe plutôt que de céder" -- tout cela et plus encore a joué un rôle décisif dans cette bataille de classe. Elles ont pulvérisé le vieux mythe honteux des féministes qui voudrait qu'il soit possible de séparer la lutte des femmes de la lutte de classe. Ces femmes courageuses sont en train de démontrer dans l'action que le dessein des capitalistes -- maintenir les femmes isolées dans leurs foyers -- peut être brisé dans le feu de la lutte sociale.

La détermination de ces femmes est à la mesure des enjeux de la grève: les moyens d'existence de milliers d'êtres humains, le futur de communautés entières, l'avenir du syndicat qui reste leur seule défense contre une attaque brutale des capitalistes. Il est plus que jamais nécessaire d'étendre cette grève. Mais après presque un an, la grève est maintenant sur le fil du rasoir. Mais il est possible de renverser la vapeur avant qu'il ne soit trop tard. Une conférence d'urgence de délégués est aujourd'hui nécessaire. Une conférence sans les jaunes, bien sûr, et qui comprenne les représentantes élues des groupes femmes de soutien qui sont devenus la colonne vertébrale de la lutte. Cette conférence doit se donner pour tâche de discuter non pas les termes d'une

Manifestation des familles de mineurs pour la victoire de la grève, Londres le 11 août 1984



reddition mais un programme pour relancer l'effort:

- Exiger que les syndicats des transports, du rail et de la mer rejoignent les mineurs dans une triple alliance de combat vers une grève générale.
- Ne pas attendre que les bureaucrates agissent: organiser des délégations de masse auprès des cheminots, conducteurs de camions, dockers pour demander une grève conjointe. Blocus des centrales électriques par des piquets de masse mis en place par tous les syndicats en grève. Elections de comités de grève conjoints. Escouades de défense ouvrières contre les attaques des jaunes et des flics.

• Elargir les revendications pour forger l'unité dans la lutte. Victoire pour les mineurs! Aucune répression des faits dûs à la grève! Brisez l'attaque antisyndicale! Plus aucun licenciement, plus aucune dénationalisation! 10% minimum d'augmentation pour tous les ouvriers! Chassez la dame de fer!

Une victoire peut libérer de nouvelles énergies et créer une occasion de bataille pour la destruction de tout ce système capitaliste qui jette au rebus des milliers et des milliers d'ouvriers et n'a rien d'autre à offrir aux femmes que des chaînes.

Nous reproduisons ci-après des extraits d'une intervention faite

par Kath Chaplin du Groupe des femmes de la mine et des foyers de Coventry, au cours de la conférence de soutien à la grève des mineurs des West Midlands qui s'est tenue à Birmingham le 2 février. Les participants à cette conférence se sont levés pour applaudir son vibrant appel à l'action. Mais pour beaucoup des divers militants so-disant de gauche et autres bons apôtres présents, ses paroles sont apparemment entrées par une oreille pour ressortir par l'autre. A la fin de la journée, tout ce qu'ils avaient décidé de faire c'était d'appeler à une insipide "journée d'action",

Suite page 9



Amédien et Reinette (au centre), réprimés par la "justice" coloniale.

Répression coloniale aux Antilles Libérez les indépendantistes !

26 février -- 84 années. C'est le total des peines de prison que l'impérialisme français vient d'infliger, en une seule semaine, à une douzaine de militants indépendantistes guadeloupéens. Luc Reinette, secrétaire général du Mouvement pour une Guadeloupe indépendante (MPGI), et ses camarades étaient poursuivis pour les attentats de novembre 1983 visant des édifices symboles du colonialisme, et qui avaient été revendiqués par l'Alliance révolutionnaire caraïbe (ARC). La même justice coloniale vient aussi de condamner de 18 mois à 4 ans de prison, "pour recel, détention et transport de substances explosives", Fritz Eugénie, Jocelyn Olimé, membre des Jeunesses communistes de Guadeloupe, et Max Céleste, dirigeant de Combat ouvrier (lié

à Lutte ouvrière), aujourd'hui en fuite.

Dans les Antilles, l'"ordre" règne -- celui du sabre colonial. Et la presse française aux ordres tait soigneusement la répression coloniale et raciale dont sont victimes quotidiennement la Martinique et la Guadeloupe, soi-disant "départements français" -- à quelque 7000 km de la métropole, en pleine mer Caraïbe. Se succèdent perquisitions, arrestations, inculpations, procès. Peter Alexander, ouvrier syndicaliste d'origine dominicaine, accusé par un "témoin" en cagoule (!) d'avoir lancé un engin explosif: 2 ans de prison. Des ouvriers agricoles en grève dans une bananeraie martiniquaise traînés en justice. Le dirigeant de l'organisation de jeunes guadeloupéens Bijengwa,

Thierry Césarus, condamné pour un drapeau français brûlé après une manifestation protestant contre la mort de plusieurs jeunes appelés et contre le service militaire obligatoire. Marc Pulvar, dirigeant syndicaliste indépendantiste de Martinique, inculpé pour avoir blessé lors d'une grève un des patrons -- "dogs" -- qui le poursuivaient munis d'armes blanches: 18 mois de prison. La relaxe pour le "dog"! Les milices patronales et fascistes et les sbires de Mitterrand se divisent le travail. Pendant que les premiers, tenant leur sinistre promesse de "régler leur compte aux indépendantistes", font le coup de feu contre les militants et leurs avocats, les CRS et autres gardes mobiles organisent

Suite page 11